

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 10 septembre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°204 ■

SÉISME AU MAROC
**L'Algérie pleinement
disposée à fournir
des aides
humanitaires**

P 16

RÉFORMES ÉCONOMIQUES EN ALGÉRIE

Le ministre des Finances fait le point

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Chris Geirigat, chef de la mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie centrale, selon une déclaration du ministère.

P 3



LUTTE CONTRE LES CRIQUETS
PÉLERINS

De gros moyens déployés

Plusieurs mesures anticipatives et préventives ont été prises par le ministère de l'Agriculture aux niveaux local et régional afin de protéger les pôles agricoles des régions du Sud contre les risques d'invasion acridienne en automne prochain.

P 2

USINE DE VÉHICULES FIAT
D'ORAN

La production débutera en décembre 2023

Les travaux de réalisation de l'usine de véhicules FIAT d'Oran avancent d'une cadence soutenue et selon le programme tracé. En effet, selon le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, l'usine sera prête pour se lancer dans la production en fin 2023 conformément aux délais fixés.

P 5

G20

L'Union Africaine membre à part entière



L'Union Africaine rejoint le G20. Malgré une adhésion célébrée, des défis demeurent, notamment en économie, représentativité et infrastructures.

L'Union Africaine vient d'être admise comme membre à part entière du G20, une organisation intergouvernementale qui, jusqu'à présent, représentait 19 pays de tailles économiques différentes, ainsi que l'Union Européenne. L'Union Africaine souhaitait ardemment cette adhésion, principalement pour avoir une place à la table des discussions sur les enjeux mondiaux.

P 9

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صي جيون

FAO

Le riz au plus haut en 15 ans

Les prix du riz dans le monde ont atteint en août leur plus haut niveau en 15 ans, augmentant de 9,8% sur un mois après les restrictions d'exportations de l'Inde, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les prix alimentaires mondiaux dans leur ensemble ont pour leur part légèrement reculé le mois dernier (-2,1% par rapport à juillet), tirés vers le bas par le recul des prix des céréales, des huiles végétales, de la viande et des produits laitiers. Mais les prix du riz sont directement affectés par la décision prise le 21 juillet par New Delhi d'interdire l'exportation de riz blanc non basmati (environ le quart de ses exportations habituelles de riz), afin de conserver suffisamment de ce produit pour ses habitants. Or l'Inde assure 40% du commerce mondial du riz et vend des quantités de brisure de riz à l'Afrique, notamment au Sénégal, au Nigeria, à la Côte d'Ivoire ou au Bénin, ainsi qu'en Asie (Pakistan, Philippines) et au Moyen-Orient (Turquie, Syrie). Les prix mondiaux du riz étaient déjà fin juillet "en hausse de 30% sur un an", avait souligné Patricio Mendez del Villar, spécialiste du riz et économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). En attendant les nouvelles récoltes, face aux "incertitudes quant à la durée de l'interdiction" décidée par l'Inde et aux "craintes que les restrictions à l'exportation soient étendues à d'autres types de riz", le marché mondial du riz s'est tendu, a souligné la FAO. Beaucoup d'Etats et d'acteurs ont choisi de "conserver des stocks", de "renégocier des contrats" ou "d'arrêter de faire des offres de prix", a expliqué l'agence onusienne dans un communiqué. Pour faire face à la situation, les Philippines ont, par exemple, noué jeudi un accord avec le Vietnam pour sécuriser pour cinq ans leurs importations de riz. Les réserves de riz dans le monde sont pourtant abondantes: selon la FAO, "il est toujours prévu que les stocks mondiaux de riz à la clôture des campagnes de commercialisation de 2023-2024 atteignent leur plus haut niveau jamais enregistré" après une hausse de 1,4% par rapport à 2022-2023. Près des trois quarts de ce volume devraient être détenus par la Chine et l'Inde.

Par APS

LUTTE CONTRE LES CRIQUETS PÈLERINS

De gros moyens déployés

Plusieurs mesures anticipatives et préventives ont été prises par le ministère de l'agriculture aux niveaux local et régional afin de protéger les pôles agricoles des régions du Sud contre les risques d'invasion acridienne en automne prochain.

Par Slimane T

L'Algérie a connu, à la fin du mois de mai et tout au long du mois de juin, l'arrivée d'essaims de criquets migrateurs par ses frontières Sud-Ouest via Tindouf, qui avançaient vers des endroits propices à la reproduction estivale, à savoir le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad, a précisé le ministère dans un communiqué. Dans un premier temps, les services spécialisés du ministère de l'Agriculture, représentés par l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), avaient pris toutes les mesures préventives nécessaires en vue de protéger les pôles agricoles des régions du Sud, notamment à travers le traitement de plus de 2.500 hectares infestés par les criquets à Tindouf, Béchar, Beni Abbès et Adrar, selon la même source. Le ministre a affirmé dans son communiqué avoir pris plusieurs mesures anticipatives aux niveaux local et régional en vue d'éviter tout risque d'invasion acridienne durant l'automne 2023. Pour ce qui est des mesures initiées au niveau régional, l'Algérie a contribué, dans le cadre du plan d'action mis en place, à l'exploration terrestre et aérienne menée par deux experts, en ayant recours à des drones sur les lieux de reproduction

estivale en Mauritanie, et ce depuis le 12 juillet dernier. Cette mesure a été prise après l'organisation d'un atelier à Oran et à Alger du 5 au 9 juin 2023 par la Commission de lutte contre le criquet pèlerin, que préside actuellement l'Algérie, selon le communiqué. Au niveau local, un plan d'urgence proactif a été mis en place pour assurer notamment les volets de la formation, de l'exploration et de la lutte, à travers l'organisation, fin juillet, de plusieurs sessions de formation sur les techniques d'exploration et de lutte contre le risque acridien au profit de 62 cadres des structures régionales de l'INPV et des services agricoles d'Adrar, Timimoun, Bechar, Beni Abbès, Tindouf, Naâma, Tamanrasset, In Guezzam, Illizi et Djanet. Dotées de tous les moyens de lutte et des pesticides nécessaires, cinq équipes d'exploration seront dépêchées sur les lieux en deux étapes, dans le cadre du plan pratique d'exploration et de surveillance. La première étape se déroulera à la mi-septembre dans les régions de reproduction estivale, au niveau des zones frontalières de l'extrême sud de l'Algérie, avant d'appuyer ces équipes par d'autres spécialisées en exploration terrestre et aérienne à la mi-octobre de la même année. Par ailleurs, le ministère a fait état de plu-

sieurs moyens technologiques modernes utilisés désormais dans le système d'exploration, tels que les images satellites, en collaboration avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL), pour s'enquérir du couvert végétal, en sus de plusieurs sites de prévisions météorologiques utilisés par l'INPV pour orienter les équipes d'exploration. Il est à noter que l'Algérie conjugue ses efforts avec ceux de la FAO pour combattre ce fléau dévastateur qui menace régulièrement des populations entières en Afrique. Elue à l'unanimité, en novembre 2022 à Oran, à la tête du CLCPRO pour la période de 2023 et 2024, l'Algérie a, selon le ministère de l'Agriculture, «pris toutes les mesures et procédures nécessaires et mobilisé toutes les capacités pour faire face à ce fléau dangereux comme elle a préparé avec l'Instance un programme de travail pour l'utilisation des technologies modernes dans le domaine de la surveillance ». Plusieurs pays africains, tels que le Botswana et la Namibie, ont été durement affectés par ces criquets migrants. Les plus touchés sont les petits exploitants agricoles qui ont tout perdu du jour au lendemain. Pour l'Algérie, la lutte anti-acridienne fait partie des efforts consentis pour la sécurité alimentaire.

POUR DÉVELOPPER DES SOLUTIONS D'ASSURANCE CLIMATIQUE

La BAD mobilisera 1 milliard de dollars

La Banque africaine de développement (BAD) mobilise 1 milliard de dollars pour développer des solutions d'assurance climatique à travers un réseau de 150 assureurs et réassureurs via son mécanisme d'assurance contre les risques climatiques en Afrique. Ce mécanisme soutiendra la conception et le développement de produits d'assurance contre les catastrophes liées au climat, a indiqué la banque.

En outre, il étendra l'assurance-crédit aux portefeuilles d'investissement dans les domaines du climat, des systèmes agroalimentaires et du développement des entreprises. Dans son discours d'ouverture au Sommet africain sur le climat, tenu du 4 au 6 septembre sans la capitale kényane Nairobi, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a appelé à investir dans les énergies renouvelables en Afrique, soulignant la richesse du mix éner-

gétique du continent. L'Afrique dispose d'un énorme potentiel énergétique à de l'énergie hydroélectrique et éolienne, solaire à la géothermie à qui reste inexploité face à un énorme déficit électrique sur le continent, a-t-il ajouté. Le continent dispose d'un potentiel de capacité solaire quasi illimité (11 TW), une production hydroélectrique abondante (350 GW), dont seulement 5 à 6 % sont exploités, l'éolien (110 GW), dont seule-

ment 2 % sont utilisés et les sources d'énergie géothermique (15 GW), a déclaré Adesina. "Nous devons nous assurer de combiner les sources d'énergie renouvelables et de donner à l'Afrique la sécurité énergétique, la stabilité énergétique, l'accessibilité financière et l'indépendance du secteur énergétique, pour pouvoir alimenter son économie", a-t-il affirmé. R E.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

12 morts et 377 blessés ces dernières 48 heures

Douze (12) personnes sont décédées et 377 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un bilan de

la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat, avec 5 morts et 4 blessés, dont trois dans un état grave, suite à une collision entre deux véhicules sur le Chemin wilaya

N230, au niveau de la commune d'El-Kheng, daïra de Ain Madhi, note la même source. Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages et de baignade a effectué 875 interventions, ce qui a permis de sau-

ver 606 personnes de noyade, alors qu'une personne, un jeune âgé de 23 ans, est morte par noyade au niveau de la plage Boukhara, autorisée à la baignade, à Gou- raya, wilaya de Tipaza.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RÉFORMES ÉCONOMIQUES EN ALGÉRIE

Le ministre des Finances fait le point

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Chris Geirigat, chef de la mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie centrale, selon une déclaration du ministère.

Par Réda Hadi/Agence

Le ministre avait souligné à cette occasion l'amélioration des résultats macroéconomiques du pays, qui s'est engagé dans l'effort de diversification de l'économie, spécialement les exportations hors hydrocarbures, malgré la conjoncture mondiale qui reste très volatile. Le ministre a poursuivi : « malgré la conjoncture mondiale qui reste très volatile et très réactive aux évolutions économiques et géopolitiques, le gouvernement algérien a, à travers la politique économique qu'il a engagée ces dernières années, mis en place des mécanismes appropriés visant à diversifier l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin de mettre l'Algérie sur la voie d'un développement économique durable, global et solidaire». Abordant les éléments de la relance économique, Laaziz Faïd a expliqué que «dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement vise à développer les secteurs qui contribuent au développement économique, notamment en régulant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors carburant et en rationalisant les importations sans nuire au niveau national de produc-

tion». A cet égard, il a souligné la poursuite du programme de réforme et de modernisation qui inclut tous les aspects des finances publiques, à travers la modernisation de l'administration publique, la réforme de ses méthodes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national. Il a également pointé les effets de l'épidémie de Covid 19 et ses conséquences sur l'économie nationale, soulignant que « l'Algérie continue de renforcer ses équilibres internes et externes, notamment au regard des mesures prises par les autorités algériennes visant à atténuer les effets de cette crise de la pandémie, et cette dernière garantit notamment un soutien financier aux institutions et aux familles fragiles et la préservation des politiques monétaires appropriées pour maintenir l'activité économique». A cet égard, il a rappelé : «ces mesures ont permis la relance de l'économie nationale, notamment par l'amélioration des agrégats macroéconomiques et des comptes de l'État, ce qui s'est traduit en 2022 par une stabilité quasi totale de la croissance économique, qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022 avec une croissance at-

tendue de +5,3% en 2023». De son côté, le chef de la mission du Fonds monétaire international en Algérie a exprimé sa « satisfaction du partenariat qui unit son institution en Algérie», soulignant la disponibilité du Fonds à continuer d'accompagner l'Algérie dans les réformes qu'elle a entreprises en vue d'assurer la sécurité sociale et économique, la stabilité économique, «ce qui créerait le terrain nécessaire à l'investissement et augmenterait la dynamique de croissance et consoliderait la transparence à travers l'assistance technique et le conseil».

Des chantiers de réformes en cours

Evoquant les chantiers de réformes structurelles finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur un sentier de croissance résilient et durable, M. Faïd a souligné que parmi ces chantiers "la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement dont les principales mesures visent à développer les secteurs d'activités prioritaires, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance". Il s'agit aussi de la nouvelle loi monétaire et

bancaire qui vise à renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, à travers la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière. Ces comités seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances, basées sur la modernisation des systèmes budgétaires visant l'accroissement de la performance de la gestion publique. De plus, note-t-on de même source, le texte portant encadrement et développement du partenariat public-privé "est en cours de finalisation". De son côté, le Chef de mission pour l'Algérie du FMI a exprimé son «appréciation à l'égard du partenariat" de son institution avec l'Algérie et a réitéré la disposition du Fonds à "poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et qui contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil», souligne encore le communiqué.

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT

Les efforts de l'Algérie mis en exergue

Les efforts de l'Algérie en matière d'adaptation climatique et énergétique ont été mis en exergue lors des travaux du Sommet africain sur le climat qu'a abrités le Kenya du 4 au 6 septembre, et auxquels l'ambassadeur d'Algérie à Nairobi, Mahi Boumediene a pris part en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le Sommet africain sur le climat s'est tenu sous l'organisation conjointe de l'Union africaine (UA) et de la République du Kenya. La décision de sa tenue a été prise pendant le dernier sommet de l'UA, qui s'est tenu à Addis-Abeba les 18 et 19 février derniers dans l'objectif de doter le continent africain de mécanismes effectifs pouvant lui permettre de mieux défendre ses intérêts au sein des instances en ce qui concerne l'enjeu climatique et de sensibiliser la communauté internationale sur l'urgence climatique en Afrique. A l'occasion de ce sommet, le chef de la délégation algérienne a exposé pendant les panels ministériels les efforts de l'Algérie en matière d'adaptation climatique et énergétique, en soulignant les différents programmes nationaux visant la réduction des émissions carbone, la valorisation des énergies renouvelables et l'élargissement du massif forestier. Il a, à ce titre, énuméré les différents plans nationaux de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation énergétique, qui s'articulent autour de la valorisation des énergies propres, auxquels les pouvoirs publics ont mobilisé des fonds conséquents afin de réunir les conditions de succès de leur mise en œuvre. Le sommet a enregistré notamment la participation active de la délégation sahraouie, qui a été conduite par le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Brahim Ghali. Ce dernier est arrivé à Nairobi le 3 septembre, où il a été accueilli par le ministre kényan des Affaires étrangères Alfred Mutua, à la tête d'une délégation comprenant, entre autres, le ministre des Affaires étrangères, Mohammed Sidati.

R E.

ALGÉRIE-TURQUIE

Signature prochaine d'accords bilatéraux dans plusieurs domaines

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a fait état, jeudi à Ankara (Turquie), de la préparation d'une série d'accords entre l'Algérie et la Turquie dans plusieurs domaines, qui seront signés à l'occasion de la visite prévue prochainement en Algérie du président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'invitation de son frère le Président Abdelmadjid Tebboune. Lors d'une conférence de presse conjointe animée avec son homologue turc Hakan Fidan à l'occasion de la tenue des travaux de la deuxième session de la Commission mixte algéro-

turque de la planification, M. Attaf a déclaré que ces accords concernent "plusieurs domaines pour ne citer que le commerce, l'investissement, l'énergie, l'enseignement et la culture". "Nous préparons la mouture finale des projets de ces accords qui seront signés lors de la visite en Algérie du président Recep Tayyip Erdogan dans un avenir très proche", a fait savoir le ministre. M. Attaf qui participait à cette commission dans le cadre de sa visite de travail en Turquie, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que "les deux pays ont réalisé de grands

progrès sans précédent dans l'histoire de leurs relations bilatérales en vue de leur élargissement à tous les secteurs et domaines offrant des opportunités de coopération et de partenariat multiples aux mieux des intérêts de nos deux pays et peuples frères". "Plusieurs mesures pratiques ont été convenues à cette occasion à même de valoriser ces acquis et renforcer cette dynamique par tous les moyens à travers l'enrichissement du cadre juridique de la coopération bilatérale et la poursuite de la préparation d'une série d'importants accords", a-t-il souligné. En sus des secteurs importants

tels que la métallurgie, la sidérurgie, les textiles, le bâtiment et les travaux publics (BTP) qui ont "fait les principaux succès bilatéraux", M. Attaf a affirmé que "le partenariat économique algéro-turc s'étend désormais à de nouveaux secteurs à l'instar des énergies renouvelables, des mines, de l'agriculture saharienne et de l'industrie pharmaceutique". Le ministre a assuré également que les efforts se poursuivaient "pour renforcer les autres dimensions des relations bilatérales, notamment celles relatives à la coopération dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la

santé, qui sont en mesure de renforcer les dimensions humaines de nos relations bilatérales". M. Attaf a souligné en outre que les deux pays "avancent progressivement et résolument dans la réalisation des objectifs assignés par les dirigeants des deux pays frères, notamment en ce qui concerne l'objectif d'augmenter les échanges commerciaux à 10 MDS à moyen terme", ajoutant que l'Algérie est devenue "le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique avec des échanges commerciaux bilatéraux dépassant les 5 MDS, et la première destination des investissements directs turcs dont la valeur ac-

CNRST

Vers l'intensification des recherches scientifiques avec des établissements mondiaux

Le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) mise sur l'intensification des recherches scientifiques conjointes avec des établissements internationaux de renoms, a indiqué samedi à Alger son président, Mohamed Tahar badlia. "Nous avons entrepris de nombreuses démarches pour lancer des collaborations avec des pays amis qui ont des institutions similaires au CNRST, et des rencontres sont en cours", a précisé M. Abadlia dans une allocution d'ouverture de la 3ème Assemblée générale ordinaire du CNRST. "Le message du Président de la République est clair quand il parle d'intensifier les recherches scientifiques conjointes avec des établissements internationaux spécialisés, et ce afin d'augmenter la capacité de stockage de l'énergie solaire, l'investissement dans l'énergie électronucléaire pour un usage médical, l'encouragement aux jeunes à soutenir les start-up et les développer, tout en créant un environnement propice à même de contribuer à la relance de l'économie nationale", a-t-il rappelé. M. Abadlia a relevé que la diversification économique "ne peut se faire sans l'intégration de l'innovation et la recherche-développement dans les domaines prioritaires", ajoutant que cette politique mise en place "conduira à la création de nouvelles entreprises, de technologies avancées et à l'amélioration globale de la compétitivité du pays". Il a souligné, par la même occasion, que le CNRST "a inscrit à son actif des actions remarquables notamment la réalisation de la première étape qui a porté sur la gouvernance visant à inculquer une culture de décision collégiale et profiter de la compétence collective". Il ajouté que la deuxième étape, objet de cette 3ème Assemblée générale, concerne "la mise en place des différents mécanismes (commissions) énoncés dans la constitution et déclinés dans la loi en missions, et qui constitueront le plan d'action de chaque commission".

R E.

ENERGIE

Le gaz en hausse avec le début d'une grève en Australie, le pétrole monte

Le cours du gaz naturel européen grimpait vendredi après le début d'une grève sur des installations gazières en Australie, quand les prix du pétrole restaient en hausse, poussés par les tensions sur l'offre.

Par R E.

Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, prenait près de 9,5%, évoluant à 35,955 euros le mégawattheure (MWh). Après des semaines de menaces de débrayage sur les installations de gaz naturel liquéfié (GNL) en Australie, "le jour est désormais venu où la grève" a commencé, commentent les analystes d'Energi Danmark. Les employés du groupe américain de l'énergie Chevron ont en effet entamé vendredi des grèves tournantes pour une revalorisation de leurs salaires dans les sites de production de gaz du groupe américain en Australie, représentant jusqu'à 5% des approvisionnements mondiaux de GNL, ont annoncé des responsables syndicaux. "Les syndicats ont indiqué que les arrêts de travail, pouvant durer jusqu'à 11 heures par jour (...) devraient durer jusqu'au 14 septem-

bre", précisent les analystes de DNB. "Une grève totale de deux semaines (24h/24) pourrait alors suivre si le conflit en cours sur les salaires et les conditions de travail n'est pas résolu", poursuivent-ils. Depuis mi-août, les menaces de grève sur les installations de GNL australiennes, qui fournissent à elles seules plus de 10% de l'approvisionnement mondial, ont bousculé les cours du TTF, atteignant même près de 45 euros le MWh. "La Chine et le Japon sont les deux principaux acheteurs de GNL australien, suivis par la Corée du Sud et Taïwan", expliquent les analystes de DNB. Or, les acheteurs asiatiques en mal de gaz naturel liquéfié pourraient donc être poussés à surenchérir sur leurs homologues européens et se tourner vers les Etats-Unis pour compenser le manque de l'offre australienne, dopant la demande. Le pétrole évoluait quant à lui en petite hausse vendredi, poussé par "la persistance d'une

offre largement insuffisante et la baisse des stocks de pétrole", selon les analystes de DNB. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,61% à 90,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, montait de 0,52% à 87,32 dollars. Jeudi, les stocks commerciaux de pétrole brut aux Etats-Unis ont enregistré pour la semaine dernière un nouveau repli de 6,3 millions de barils, nettement supérieur aux attentes. Le marché reste aussi orienté à la hausse à la suite de la décision de l'Arabie Saoudite et de la Russie plus tôt dans la semaine de poursuivre leurs réductions de production et d'exportation pour trois mois supplémentaires. "Le marché pétrolier devrait donc rester très tendu jusqu'à la fin de l'année", commente Carsten Fritsch, analyste de Commerzbank.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE «GASTECH» À SINGAPOUR

Sonatrach prend part aux activités de la rencontre

Sonatrach prend part à la conférence internationale "Gastech", qui se déroule entre le 5 et le 8 septembre en cours à Singapour, a indiqué jeudi dernier un communiqué du Groupe. "Sonatrach prend part aux activités de la conférence internationale "Gastech" tenue cette année à Singapour du 5 au 8 septembre en cours, avec une délégation de cadres représentants les filières du Groupe activant dans la production et la commercialisation du gaz naturel et du gaz liquéfié", selon le communiqué. La participation de Sonatrach à cette conférence annuelle vient pour affirmer "sa position en tant que fournisseur traditionnel fiable sur le marché mondial du gaz, qui honore ses engagements contractuels, avec une stratégie basée sur sa

capacité à s'adapter aux exigences du marché mondial du gaz grâce à la variété d'offres de gaz et la diversité des chaînes d'exportation entre les gazoducs, les structures de liquéfaction et la flotte de méthaniers", a ajouté le communiqué. La tenue de ce rendez-vous consacré à l'énergie intervient dans un cadre du "consensus mondial que le gaz naturel est le meilleur carburant pour cette période de transition énergétique globale", ainsi que le contexte "des défis auxquels fait face le climat économique et géopolitique actuel, que sont les changements climatiques d'une part, et la satisfaction de la demande croissante sur l'énergie d'autre part", selon le communiqué. La conférence "Gastech" est l'une des plus grandes conférences internationales de dis-

cussion sur les plus importantes questions et technologies modernes dans le domaine du gaz naturel, du gaz liquéfié, de l'hydrogène et de la diminution des émissions du carbone, et ce, avec la participation de plus de 40.000 participants. Au programme de cette manifestation, plusieurs assises sur le rôle du gaz et du gaz naturel liquéfié dans le mix énergétique mondial, ainsi que des discussions sur le rôle du gaz naturel et du gaz liquéfié dans le renforcement de l'industrie internationale de l'énergie pour faire face aux exigences, sur le moyen terme, de l'énergie à faible émission de carbone, selon le communiqué.

R E.

Hakkar inspecte le champ gazier de Hassi Bahamou dans la wilaya de Timimoun

Le Président directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar s'est rendu, mardi, au deuxième jour de sa visite d'inspection à Hassi Messaoud, au champ gazier de Hassi Bahamou dans la wilaya de Timimoun, entré dernièrement en service, a indiqué mercredi un communiqué du groupe. "Dans le cadre du parachèvement du programme de la visite qu'il a entamée, mardi à Hassi Messaoud, le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, s'est rendu mercredi au champ gazier de Hassi Bahamou (w. Timimoun), entré dernièrement en service, un champ qui permettra d'assurer un niveau de production de 4,5 millions de M3/jour de gaz naturel", lit-on dans le communiqué. L'infrastructure de développement et d'exploitation de ce champ gazier comprennent un réseau de collecte de 24 puits de gaz, une station de traitement de gaz d'une capacité totale de 6 millions de M3/jour, précise la même source. Il s'agit, également, d'une ligne de transport

du gaz traité sur une longueur de 111 km, d'une base de vie pouvant accueillir 270 travailleurs et d'un réseau routier de 150 km, en sus d'une piste d'atterrissage de 1,7 km. Dans son plan de développement de ce champ, Sonatrach a veillé à l'association de plusieurs entreprises nationales et privées ainsi que des filiales, à l'instar de l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC) et la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), afin de mettre en œuvre la stratégie du groupe tendant à encourager le contenu national et accroître le taux d'intégration nationale qui a atteint près de 50% du total d'investissement de ce projet. L'entrée en service dudit champ "viendra couronner les efforts inlassables de Sonatrach visant à développer les gisements gaziers du Sud-Ouest, notamment avec la mise en service, cette année, de plusieurs projets comme les deux champs de Hassi Tidjerane et Tinerkouk ayant chacune une capacité de

production de 4 millions de M3/ jour de gaz naturel", ajoute la même source. Sonatrach a lancé d'importants projets de développement pour augmenter ses capacités de production en gaz naturel et consolider sa position en tant que principal fournisseur du marché mondial de l'énergie". Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, M. Hakkar a rappelé que le champ gazier de Hassi Bahamou (w. Timimoun) "est entré en service le 15 août dernier, avec d'autres projets opérationnels dans le sud ouest du pays, notamment ceux de Hassi Tidjerane et de Tinerkouk". M. Hakkar a également souligné que ces champs gaziers produisent actuellement près de 5.5 millions de M3/jour de gaz naturel, suite au raccordement de 56 puits, indiquant que "les travaux sont en cours en vue de relier les puits restants afin d'atteindre une production de 10 millions de mètres cubes/jour, d'accroître la production nationale et les capacités d'exportation".

R E.

USINE DE VÉHICULES FIAT D'ORAN

La production débutera en décembre 2023

Les travaux de réalisation de l'usine de véhicules FIAT d'Oran avancent d'une cadence soutenue et selon le programme tracé. En effet, selon le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, l'usine sera prête pour se lancer dans la production en fin 2023 conformément aux délais fixés.

Par Sirine R

Dans une déclaration à la presse, en marge de l'inspection de ce projet implanté dans la zone industrielle de Tafraoui, dans le cadre de sa visite dans la wilaya d'Oran, le ministre s'est montré optimiste que le premier véhicule de marque FIAT sortira de l'usine au courant de décembre prochain conformément aux délais fixés.

Accompagné du wali d'Oran, Saïd Sayoud, de l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, du président du Conseil d'administration de l'usine, Hakim Boutehra et du Directeur général de l'usine, Sergey Vasilyev, Ali Aoun s'est enquis de l'état d'avancement des travaux. Le ministre a déclaré que «l'usine de véhicules FIAT est considérée comme la première du genre à l'étranger à 100 pour cent. Sa réussite est une preuve de l'ouverture de l'Algérie à l'investissement étranger», soulignant que le domaine est ouvert aux investisseurs étrangers que ce soit purement étrangers ou en partenariat avec des entreprises nationales.

Les responsables de l'usine ont présenté un exposé du projet dont le taux d'avancement des travaux a atteint 75 %, faisant savoir que sa capacité de production est estimée à 90.000 véhicules par an.

Trois types de véhicules (modèles) seront produits jusqu'à 2026. Le quatrième type sera lancé en production à partir de 2029, a-t-on annoncé.

Pas moins de 125 de travailleurs ont été recrutés alors que ce nombre d'emplois atteindra 300 à la fin de l'année en cours, de même qu'il est attendu le recrutement de 300 autres au courant de l'année 2024. Le nombre de stagiaires formés en coopération avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels a atteint 428 dont 180



ont été embauchés.

En ce qui concerne le taux d'intégration, le ministre a déclaré qu'il doit atteindre 40 et 50 pc, mais avant cela il importe de développer et de densifier le tissu industriel local pour satisfaire les besoins. Il a donné, dans ce contexte, des instructions pour soutenir les startups et d'accélérer l'aménagement de l'espace dédié aux jeunes sous-traitants dans la zone industrielle de Tafraoui, en particulier ceux qui produiront les pièces détachées entrant dans le montage des véhicules.

Par ailleurs, le ministre Ali Aoun a rappelé que des agréments ont été octroyés à Fiat, JAC et Opel. Ces deux derniers, a-t-il ajouté, «doivent encore obtenir l'autorisation de régulation pour pouvoir importer des véhicules». Quant à Fiat Algérie, le concessionnaire a entamé l'importation des véhicules neufs depuis mars dernier.

«Quand on donne un agrément, c'est conformément au cahier des charges. Avant de commencer à importer, l'investisseur doit entamer la réalisation de

son usine à l'image de Fiat. Le jour où il commencera, on l'autorisera à importer », a-t-il dit. « Tant que l'investisseur n'a pas commencé à réaliser son usine, il ne sera pas autorisé à importer même une roue », a déclaré le ministre, qui, en clair, a conditionné l'attribution de l'autorisation d'importation aux représentants algériens de JAC et Opel par le lancement d'usines d'assemblage de voitures en Algérie.

Sur le devenir des unités de montage de véhicules, dont les propriétaires sont en prison, le ministre a rappelé qu'il y a eu des opérations de confiscation par la Justice de ces biens. « Leur devenir sera fixé une fois que ces installations seront remises par la justice au secteur de l'Industrie », a-t-il expliqué. « Je vous le dis tout de suite, il n'y a pas grand chose à faire. Ce sont des hangars. S'il vous plaît, oublier cette histoire d'usines de montage qui n'en étaient pas », a-t-il demandé, et d'ajouter : « C'est des hangars qu'on va utiliser peut-être pour une industrie dès qu'ils seront remis à la disposition du secteur par la justice ».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les cristaux d'insuline fabriqués en Algérie dès 2024

Le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, ce jeudi, que l'Algérie se lancera dans la production des cristaux d'insuline. Elle sera effective « à partir du premier semestre de l'année 2024 », selon le premier responsable du secteur.

En visite de travail et d'inspection jeudi, dans la wilaya d'Oran, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a en effet, affirmé dans des déclarations rapportées par des médias, qu'il « sera procédé au lancement de la production de ces cristaux qui servent de matière première dans la fabrication d'insuline après la signature d'une convention de coopération entre Saidal et un partenaire chinois ».

Plus explicite, Ali Aoun qui a fait savoir que les cristaux d'insuline produits « dans quatre usines à travers le monde, s'est félicité du lancement de sa fabrication en Algérie. « Il s'agit d'un grand pas », a-t-il soutenu.

Relevant dans le même contexte que l'Algérie compte aujourd'hui trois usines qui produisent différents types d'insuline, Ali Aoun a indiqué que notre pays « sera complètement autonome en la matière d'ici fin 2024 ».

Pour le ministre, le marché de l'insuline en Algérie représente 420 millions d'euros par an, avec un nombre de diabétiques insulinodépendants avoisinant les 2,5 millions et que son département s'est engagé à réduire ce coût de 50% d'ici fin 2023.

R E.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Journée d'études à Alger sur le Sport universitaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, samedi à Alger, les travaux d'une journée d'études autour du thème: "Sport universitaire.. état des lieux et perspectives" en vue de donner un nouvel essor aux sports d'élite.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la journée d'études, organisée à la faculté de médecine par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Baddari a indiqué que "le plan national du sport universitaire fait de ce dernier un élément essentiel en matière de formation d'une élite sportive universitaire".

"Cette élite sportive est à même de donner

un nouvel élan à l'Algérie et faire du sport un élément essentiel dans le bien-être des étudiants, outre le succès dans le parcours académique", a-t-il ajouté.

Le plan national de sport universitaire prévoit un accompagnement à la Fédération algérienne du sport universitaire (FASU), en vue de mener à bien ses missions, a soutenu le ministre qui a indiqué que le coup d'envoi des compétitions du sport universitaire, toutes disciplines confondues, sera donné le 19 septembre courant, soulignant que ce pas constitue "un début pour concrétiser les résultats du Conseil des ministres du 16 avril dernier durant lequel le Président de la République avait ordonné la relance du sport

universitaire pour former l'élite".

Pour sa part, le représentant du ministère de la Jeunesse et des sports, Mohamed Ali Hassani, a mis en avant l'importance accordée par son secteur au sport universitaire qui favorise l'échange et la cohésion entre universitaires en tant qu'élite.

Les participants à cette journée d'études ont plaidé pour l'accompagnement de la FASU et des établissements universitaires pour augmenter le taux de participation des étudiants de 4% à 15% pour une première étape, l'objectif étant de déceler les champions potentiels et de les orienter vers les clubs sportifs.

Les concernés ont proposé, en outre, une

nouvelle structuration répondant aux exigences des étudiants sportifs, la diversification des sources de financement pour élargir l'accompagnement, un budget supplémentaire pour la maintenance des structures et la création de centres et de pôles pour la préparation des sportifs.

Ils ont préconisé aussi de créer une plateforme de suivi de l'étudiant sportif et d'élaborer un statut particulier pour cette catégorie, en proposant un nouveau mode de promotion de la compétition sportive en milieu universitaire, la révision des textes réglementaires et la relance du rôle de la FASU.

R E.

KHENCHELA

Ouverture de cinq nouvelles infrastructures scolaires

Cinq (5) nouvelles infrastructures d'enseignement seront mises en service à Khenchela au lancement de l'année scolaire 2023-2024, a-t-on appris mardi du directeur de wilaya de l'éducation, Bachir Bouderbala. Il s'agit de deux groupes scolaires du palier primaire dans les communes d'Aïn Touila et Djelal, une demi pension au collège d'enseignement moyen (CEM) Derradji Noua à la localité Zaouia dans la commune de Chechar, un lycée dans la même collectivité locale et un CEM à la région Aïn Mimoune dans la commune de Tamza, a précisé le même responsable à l'APS. Dans le cadre des préparatifs à la nouvelle année scolaire, la direction de l'éducation de Khenchela a réceptionné un groupe scolaire (palier primaire) et un CEM au pôle urbain Trik Beghai dans la commune de Khenchela, et qui devront être mis en service après l'achèvement de l'opération de relogement des citoyens dans cette cité, selon le même responsable. Il sera également procédé avant la fin du premier trimestre de l'année scolaire 2023-2024 à la mise en service du lycée Mohamed Laid Al Khalifa dans la commune Metoussa, a fait savoir le même responsable qui a précisé que 94 établissements scolaires (59 écoles primaires, 22 CEM et 13 lycées) ont été réhabilités à travers les différentes communes de la wilaya. Le secteur de l'éducation adoptera 10 nouvelles écoles primaires numérique, à partir de la saison scolaire 2023-2024, a souligné le même responsable rappelant l'activation de 10 écoles numériques la saison scolaire précédente. Dans le cadre de la promotion de l'éducation sportive et physique en milieu scolaire et l'élargissement de l'enseignement de la langue anglaise dans le palier primaire, il a été procédé récemment à la signature de procès verbaux d'installation de 145 enseignants contractuels de grade enseignants de l'école primaire spécialité éducation physique et 45 enseignants d'anglais, a rappelé le même responsable. De nouveaux groupes d'enseignement de l'amazigh seront ouverts à la rentrée scolaire dans 5 CEM des communes Aïn Touila, Ouled Rechache, Yabous, et Lemsara qui viendront s'ajouter à 2 groupes existant dans les CEM Belfadl Yazid à El Hamma et Boussalam Ali à Metoussa. La formation des enseignants stagiaires (contractuels) au nombre de 685 enseignants ayant bénéficié de la décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune pour leur titularisation dans des postes de travail permanent à partir du 11 décembre 2022 a été achevée, a affirmé le même responsable qui a rappelé que ces enseignants avaient bénéficié d'une première session de formation de 15 jours durant le mois de mars écoulée et une seconde formation dans la période allant du 1er juillet au 3 août 2023. Au total, 116.530 élèves rejoindront les bancs scolaires à la rentrée scolaire 2023-2024, dont 9006 élèves qui iront pour la première fois aux classes préparatoires et 3.041 élèves de la première année primaire, selon les prévisions de la direction locale de l'éducation.

EL TARF

Mise en service d'une station monobloc de traitement des eaux dans la commune d'Asfour

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a présidé, jeudi dans la commune d'Asfour (El Tarf) une cérémonie de mise en service d'une station monobloc de traitement des eaux d'une capacité de 100 litres par seconde.

Cet équipement qui a nécessité un investissement public de 600 millions de dinars, améliorera l'alimentation en eau potable (AEP) et permettra de fournir le précieux liquide à raison de 6 heures par jour aux quelque 20.000 habitants de cette collectivité locale, selon les explications des responsables locaux du secteur. Cette installation qualifiée de "vitale" réduira notablement les perturbations de l'AEP dans la commune d'Asfour, située à environ 50 km du chef-lieu de wilaya, a-t-on expliqué au ministre au second jour de sa visite à El Tarf. M. Derbal a également supervisé le lancement du projet de réalisation du réseau principal d'assainissement dans la zone d'Oum El-Agareb, dans la commune de Bouteldja, au profit de 1.500 habitants. Après avoir écouté un exposé détaillé sur ce projet, le ministre de l'Hydraulique a affirmé que son département s'emploie continuellement à améliorer le service public de l'eau au bénéfice des citoyens. Accompagné du Secrétaire général de la wilaya, Sami Mahdjoubi, le ministre a souligné que cette opération s'inscrit dans le cadre des actions initiées par son secteur pour étendre et développer les réseaux d'assainissement afin



de prévenir les maladies à transmission hydrique. Il a insisté sur "la nécessité d'entretenir périodiquement les réseaux d'assainissement". Le réseau d'assainissement de la région d'Oum El-Agareb sera réceptionné au bout d'un délai contractuel de 12 mois, moyennant une enveloppe financière de 150 millions de dinars. Ce projet est également destiné à éliminer tous les "points noirs" en matière d'assainissement et à protéger les eaux souterraines. S'agissant des projets gelés, M. Derbal a affirmé que son département ministériel s'attache à obtenir la levée du gel sur certains projets vitaux directement

liés à la vie quotidienne des citoyens, notamment en ce qui concerne la protection des villes contre les inondations, les projets liés à l'assainissement et la fourniture d'eau potable aux populations. A cette occasion, le ministre a appelé les responsables locaux du secteur de l'Hydraulique à élaborer un programme de wilaya pour éliminer les fuites d'eau et lutter contre les piquages illicites à travers les réseaux de distribution. Il a également souligné "la nécessité de prendre en compte les problèmes des citoyens dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable et de les résoudre dans les meilleurs délais".

ORAN

Ouverture de 13 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran sera renforcé par 13 nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers de l'éducation, au titre de la rentrée scolaire 2023/2024, a indiqué mercredi le wali d'Oran, Said Sayoud. En marge d'une visite d'inspection aux projets de réhabilitation de 17 établissements scolaires dans les trois paliers de l'éducation dans les communes de Sidi Benyebka et Arzew, endommagées par le séisme qui a frappé la partie-est de la wilaya le 26 juin 2022, le wali a fait savoir que le secteur s'est doté, au titre de la rentrée scolaire prochaine, de 11 écoles primaires, d'un CEM et de deux lycées, en plus de 68 classes d'extension dans différentes communes de la wilaya. D'autre part, M. Sayoud, a annoncé que 13



écoles primaires seront dotées de tablettes électroniques, dans le cadre du projet de l'école numérique du ministère de l'Education nationale. Le secteur est également renforcé par 11 cantines scolaires dans le palier primaire, qui s'ajoutent à 54 autres dont ont bénéficié différentes communes l'an passé, selon

le même responsable, qui a souligné que le nombre des repas chauds à servir aux élèves passera de 98.000 l'année dernière à 208.000 cette année. Au sujet du transport scolaire, le wali d'Oran a affirmé qu'il n'y pas de problème dans ce domaine, notamment après l'autorisation de recrutement de

chauffeurs accordée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Le même responsable a indiqué que les travaux de réhabilitation de 15 écoles primaires dans la ville d'Arzew et d'un CEM et un lycée à Sidi Benyebka, endommagés par le séisme de 2022, sont achevés, assurant que ces établissements seront prêts pour la rentrée scolaire le 19 septembre. Le chef de l'exécutif de wilaya a, par ailleurs, inspecté le projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places à El Moghoun et les travaux de construction de deux classes d'extension au niveau de l'école primaire « Abane Ramdane » dans la même ville et d'une école de 12 classes au niveau de la cité « 2.000 logements » à Belgaid (commune de Bir El Djir), programmée pour la prochaine rentrée scolaire.

Les routes de la soie chinoises, un projet qui suscite une méfiance croissante

‘était il y a dix ans. Le 8 septembre 2013, quelques mois à peine après avoir pris les rênes de l’Etat-Parti chinois, Xi Jinping évoque pour la première fois son projet de « ceinture économique de la route de la soie ». « Habitée par près de 3 milliards de personnes, elle représente le plus grand marché au monde avec un potentiel sans précédent, souligne le président chinois depuis l’université Nazarbaïev au Kazakhstan.

Par Frédéric Schaeffer

Le potentiel de coopération commercial et d’investissement entre les pays concernés est énorme. » Un mois plus tard, c’est depuis l’Indonésie que Xi Jinping trace « une route de la soie maritime pour le XXI^e siècle ». S’il faut attendre le printemps 2015 pour voir apparaître un premier document officiel, l’initiative chinoise rebaptisée « Belt and Road Initiative » (BRI) est devenue depuis l’un des projets d’infrastructures les plus ambitieux jamais conçus. Forum à Pékin en octobre La Chine aurait investi plus de 1.000 milliards de dollars dans ce projet difficile à évaluer du fait de son aspect multidimensionnel et fourre-tout. Plus de 200 accords de coopération ont été conclus avec plus de 150 pays et plus de 30 organisations internationales en dix ans, revendique Pékin, englobant plus des deux tiers de la population de la planète et 40 % du PIB mondial. Sous l’égide de Xi Jinping, un grand forum consacré aux nouvelles routes de la soie se tiendra le mois prochain à Pékin pour lequel sont attendus des

dizaines de chefs d’Etat et de gouvernement. Ce sommet informel sera l’occasion pour la Chine de défendre et de relancer son projet après les défis posés par le Covid (arrêt ou ralentissement de nombreux chantiers) et la défiance croissante apparue chez plusieurs partenaires. L’Italie vient déjà de gâcher la fête, quatre ans après avoir été le seul pays du G7 à adhérer à l’initiative chinoise. La participation aux nouvelles routes de la soie « n’a pas produit les résultats que nous espérions », vient de lâcher Antonio Tajani, le ministre des Affaires étrangères. Depuis que la pandémie et l’invasion l’Ukraine ont ébranlé les marchés mondiaux, « un nombre croissant de pays à faible revenu de la BRI ont eu du mal à rembourser les prêts associés à l’initiative, déclenchant une vague de crises de la dette et de nouvelles critiques », pointe une étude du think tank américain Council on Foreign Relations (CFR). Taux d’intérêt supérieurs au prix de marché, maturités plus courtes, clauses opaques : les pratiques des prêteurs chinois ne sont pas celles de la Banque mondiale ou des pays de l’OCDE. De nombreux analystes ont qualifié les prêts chinois

via la BRI de « diplomatie du piège de la dette » conçue pour donner à la Chine un effet de levier sur d’autres pays et même s’emparer de leurs infrastructures et de leurs ressources. L’exemple qui a fait le plus grand bruit est celui du Sri Lanka. Incapable de faire face à ses échéances, le gouvernement a dû concéder à la Chine un bail de 99 ans sur la propriété du projet portuaire d’Hambantota. Un cas extrême qui serait toutefois isolé, jugent certains experts. Dans plusieurs pays (Pakistan, Malaisie, Cambodge, Sri Lanka, Kazakhstan...), la population a critiqué la faiblesse des retombées économiques locales.

Nouvel ordre international

«Tous les projets de la BRI n’ont pas été sous-performants, relèvent les chercheurs américains Michael Ben-non et Francis Fukuyama dans la revue « Foreign Affairs ». Le projet portuaire grec du Pirée, qui a permis d’agrandir le plus grand port du pays, a produit les résultats gagnant-gagnant promis par Pékin, tout comme d’autres initiatives de la BRI. » Conçues pour sécuriser ses approvisionnements et fournir des débouchés à ses entreprises, les nouvelles

routes sont aussi pour la Chine l’occasion de promouvoir un nouvel ordre international qui lui est favorable. Elles sont au cœur de l’affirmation de puissance de la Chine défendue par Xi Jinping. Révélateur de l’importance du projet, le concept même de BRI a été ajouté dans la constitution, comme l’a été la « pensée » de Xi Jinping. Face à l’initiative chinoise, la réponse américaine et européenne fait pâle figure. Un an après le lancement par Joe Biden de la « Build Back Better World Initiative », « les engagements ne totalisaient que 6 millions de dollars », indique le CFR. En décembre 2021, l’UE a annoncé un programme d’investissement dans les infrastructures de 300 milliards d’euros (« Global Gateway ») destiné à rivaliser avec l’offensive chinoise. Mais des freins et des désaccords entre Etats membres compliquent sa mise en œuvre. Si la France n’a pas caché sa prudence face à l’initiative chinoise, plus de deux tiers des pays membres de l’UE ont signé des projets dans le cadre des nouvelles routes de la soie.

Source Les Echos

Climat : les pays africains tentent d’unir leurs voix avant la COP28

Par Muryel Jacque

C’est une autre grand-messe environnementale qui s’est achevée au moment même où les nouvelles sur le front du climat se faisaient toujours plus inquiétantes. Alors que jamais le monde n’avait mesuré des températures moyennes aussi élevées que cet été et que 2023 risque d’être l’année la plus chaude de l’histoire, selon l’observatoire européen Copernicus, les dirigeants africains ont cherché une voix commune dans la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. Réunis depuis lundi au Kenya, ils ont adopté mercredi la « Déclaration de Nairobi », lors du premier sommet africain sur le climat, avec l’ambition de libérer le potentiel du continent pour une « croissance verte », a expliqué le président du Kenya William Ruto, cité par l’AFP. Une déclaration qui, selon ses signataires, constituera la base de leur position de négociation jusqu’à la COP28, la conférence mondiale sur le climat de l’ONU prévue en décembre à Dubaï.

« Superpuissance des renouvelables »

Pour cela, les dirigeants africains ont appelé à une forte hausse des flux de financements pour permettre au continent de multiplier par

six sa production d’électricité à partir de sources renouvelables d’ici à la fin de la décennie. « Les énergies renouvelables pourraient être le miracle africain, mais nous devons le réaliser », avait lancé la veille le Secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres. « Nous devons tous travailler ensemble pour que l’Afrique devienne une superpuissance des énergies renouvelables. » Les défis restent colossaux, quand près d’un habitant sur deux n’a toujours pas accès à l’électricité. Même si l’Afrique représente près de 20 % de la population mondiale et dispose de ressources abondantes, seules 2 % des dépenses mondiales en énergie propre lui sont destinées, a pointé du doigt l’Agence internationale de l’Energie mercredi. Pour répondre aux objectifs climatiques en Afrique, l’AIE estime que l’investissement dans l’énergie doit « plus que doubler » d’ici à 2030. Quant aux besoins nécessaires pour adapter le continent aux conséquences du dérèglement climatique, le Centre mondial pour l’adaptation, organisation internationale présidée par l’ex-Secrétaire général de l’ONU Ban Ki-moon, les estime jusqu’à 100 milliards de dollars (93 milliards d’euros) par an. Or l’Afrique en est encore loin : sur 2019-2020, un peu plus de 11 milliards de dollars ont été consa-

crés à la lutte contre les impacts du réchauffement.

Appel à de nouvelles taxes mondiales

A Nairobi, les discussions sur ces financements cruciaux ont dominé le sommet. Dans leur déclaration finale, les dirigeants ont appelé à une restructuration et à un allègement de la dette : prolonger la durée des prêts souverains, suspendre la dette en cas de catastrophe naturelle ou accorder un délai de paiement de dix ans sur les intérêts pourraient aider les pays à renforcer leur résilience climatique. « Nous exigeons des conditions équitables pour que nos pays puissent accéder aux investissements nécessaires pour libérer leur potentiel et le traduire en opportunités », a insisté William Ruto. Les dirigeants appellent aussi les pays riches et gros émetteurs de gaz à effet de serre à tenir leur promesse, notamment celle de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour aider les pays du Sud. Ils proposent que de nouvelles taxes mondiales financent l’action climatique, sur les transactions financières et les émissions de carbone. Des propositions qu’ils devraient poser sur la table des négociations internationales lors de la prochaine COP.

Source : Les Echos

MAURITANIE

Le ministre de l'Hydraulique visite les zones inondées à Nouakchott

Le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, M. Ismail Abdelvettah, a visité, vendredi, des quartiers inondés dans les trois Wilayas de Nouakchott. Le ministre s'est informé des efforts entrepris par l'Office National de l'Assainissement pour rétablir la vie normale dans les plus brefs délais dans ces quartiers, soulignant la nécessité de donner la priorité aux principaux axes, aux mosquées et aux marchés, et de doubler de moyens et d'efforts pour servir les citoyens. La tournée lui a permis d'avoir une idée des dégâts causés par la pluie, écoutant les citoyens, exprimant sa solidarité avec eux et ordonnant les services concernés à tout faire pour sortir de cette situation le plus rapidement possible. M. Abdelvettah a dit aux citoyens : "nous sommes les premiers à comprendre qu'il ne s'agit que de solutions immédiates et temporaires, en attendant le projet souhaité, qui est la mise en place d'un assainissement complet et moderne pour la ville de Nouakchott, et le gouvernement est intéressé par la question et la place parmi ses priorités." M. le ministre était accompagné, au cours de cette visite, des trois walis de Nouakchott, des autorités administratives et sécuritaires, du directeur général de l'Office national de l'assainissement, au côté de plusieurs cadres du département.

PIB EN ARABIE SAOUDITE

Plus rapide que prévue

Les autorités saoudiennes ont publié jeudi 7 septembre les résultats du PIB au T2. A 1,2 % en glissement annuel, la croissance est au-dessus des chiffres préliminaires publiés en juillet (1,1 %).

L'un des enjeux des économies du Golfe pour cette année, après la forte croissance enregistrée en 2022 sur fond d'envolée des prix du baril, est d'accélérer la croissance de leurs activités hors pétrole pour compenser le recul de l'or noir. L'Arabie saoudite semble y arriver. Son PIB hors hydrocarbures a crû de 6,1 % au T2 couvrant confortablement le recul de 4,3 % du PIB pétrolier. Cette performance conjoncturelle reflète une tendance de fond. Dans un rapport publié cette semaine également, le FMI constate que l'économie saoudienne progresse dans la bonne direction pour s'affranchir de la volatilité des cours du

pétrole. Le Fonds souligne notamment la hausse des recettes publiques non pétrolières — doublées depuis 2017 à 14 % du PIB non pétrolier grâce à la TVA notamment — et l'accélération des réformes structurelles qui ont permis d'augmenter les investissements et l'emploi des femmes. Il recommande à Riyad de réduire les subventions à l'énergie — parmi les plus élevées au monde selon le FMI à 6 % du PIB — et le risque d'éviction que font peser les investissements publics massifs sur l'investissement privé. L'Arabie saoudite est à mi-chemin dans la mise en œuvre de la vision 2030. Elle progresse mais la marche est encore haute. Certes, le secteur pétrolier ne pèse que 31 % du PIB (extraction, produc-

tion et raffinage), mais il représente environ les deux tiers des recettes publiques. Compte tenu des investissements colossaux prévus d'ici 2030 (500 Md USD rien que pour Neom), le Royaume pourrait être tenté de taxer plus. Selon le FMI, les pays exportateurs de matières premières comparables collectent en moyenne 10 points de PIB de plus en recettes hors pétrole. 10 points plus dans le PIB saoudien, c'est 100 Md USD. Après avoir triplé la TVA, la stratégie saoudienne est plutôt de se tourner vers les investisseurs étrangers pour se financer. Depuis un an, le PIF a levé plus de 8 Md USD sur les marchés internationaux. Cela suffira-t-il? Probablement pas.

EGYPTE

Orascom et Colas Rail décrochent un contrat pour moderniser le réseau ferroviaire d'Abu Qir

L'Egypte poursuit les grands travaux pour restructurer son système ferroviaire en vue d'en finir avec les accidents et incidents dus à la désuétude des anciennes installations. Un consortium constitué de Orascom Construction et du groupe français Colas Rail a obtenu un contrat à près de 1,3 milliard d'euros pour reconfigurer le réseau ferroviaire de

Abu Qir à Alexandrie en système pour trains électriques. Le réseau s'étend sur 21,7 km de voies ferrées raccordées à 20 stations. Il reliera le centre-ville d'Alexandrie à la ville d'Abu Qir dans le Nord-Est du pays. Le consortium réalisera les travaux de génie civil alors que le groupe Thalès mettra en place les systèmes de signalisation, de télécommunication et de perception automatique des

titres de transport. Les travaux sont financés par la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Agence française de développement (AFD) et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Le contrat s'inscrit dans le cadre des grands travaux en cours pour remodeler tout le

système ferroviaire égyptien, constitué d'infrastructures vieillissantes qui enregistrent fréquemment des déraillements de trains et d'autres accidents. Une fois achevé, le projet augmentera la vitesse de circulation des trains qui passera de 25 à 100 km/h à l'intérieur des villes. Il aidera également à améliorer la sécurité des lignes et stimulera l'industrie du tourisme.

PÉNURIE DES PRODUITS DE BASE EN TUNISIE

Le chantier des réformes toujours pas entamé !

En Tunisie, la pénurie des produits de base est le résultat de multiples facteurs, notamment l'instabilité politique, la dépendance aux importations, la dépréciation de la monnaie et la gestion inefficace. Pour résoudre cette crise et améliorer la vie des Tunisiens, des réformes économiques et politiques sont nécessaires pour garantir une distribution équitable des produits de première nécessité et stimuler la croissance économique. Alors que la Tunisie s'efforce de faire face à un ensemble de défis économiques et sociaux, une crise préoccupante prend de l'ampleur depuis un bon moment : la pénurie des produits de base.

Dans les quatre coins du pays, les étagers des supermarchés qui se vident rapidement, les hausses de prix incessantes et les files d'attente pour obtenir des produits de première nécessité sont devenus le quotidien des Tunisiens. Cette situation met en lumière les pressions grandissantes auxquelles est confronté le pays et suscite des préoccupations quant à la stabilité économique et sociale. Certes, la pandémie liée au Covid-19 et le conflit russo-ukrainien étaient la goutte d'eau qui a fait déborder le vase avec la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, mais cette crise aiguë ne se limite pas à ces aspects économiques flagrants, elle touche aussi à d'autres questions plus complexes.

**Instabilité politique, dépendance aux importations...**

En effet, la Tunisie, comme de nombreux autres pays, a été confrontée à une pénurie croissante de produits de base au cours des dernières années. Cette crise a des implications profondes pour la population tunisienne, tant sur le plan économique que social et plusieurs facteurs ont contribué à cette situation préoccupante.

En tête de liste, on cite la crise et l'instabilité politique qui a régné dans le pays depuis la révolution de 2011. De nos jours, la Tunisie ne cesse de traverser

une période d'instabilité politique, marquée par des changements fréquents de gouvernement et des tensions politiques persistantes. Cette instabilité a entravé la mise en œuvre de politiques économiques cohérentes et a découragé les investissements étrangers.

Il y a aussi la dépendance aux importations. Depuis des siècles, la Tunisie dépend fortement des importations pour de nombreux produits de base, y compris les céréales, le pétrole et le gaz. Au fil des années, les fluctuations des prix mondiaux des matières premières ont un impact direct sur les coûts de ces importations, ce qui peut entraîner des

hausse de prix sur le marché intérieur. À cet ensemble, on ajoute un autre facteur étroitement lié à son prédécesseur et qui ne peut pas passer inaperçu, à savoir la dépréciation de la monnaie.

Le constat est là, et on ne peut pas le nier ! La dépréciation du dinar tunisien par rapport aux principales devises étrangères (notamment l'euro et le dollar) a, également, contribué à la hausse des prix des produits importés. Cela a eu un impact sur le pouvoir d'achat des Tunisiens et a augmenté la pression sur les produits de première nécessité. Par ailleurs, des études internationales n'ont pas manqué de pointer du doigt les subventions gouvernementales inefficaces. En effet, depuis des années, le gouvernement tunisien a maintenu des subventions sur certains produits de base pour atténuer l'impact sur les consommateurs. Cependant, ces subventions se sont souvent révélées «inefficaces» et «coûteuses», car elles profitent à des groupes privilégiés plutôt qu'aux plus démunis.

Ceci sans oublier la corruption et la gestion inefficace au sein des organismes gouvernementaux chargés de la distribution des produits de base qui ont contribué à des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement. À maintes reprises, des cas de détournement de produits subventionnés ont été signalés, ce qui a alimenté la crise.

G20

L'Union Africaine membre à part entière

L'Union Africaine rejoint le G20. Malgré une adhésion célébrée, des défis demeurent, notamment en économie, représentativité et infrastructures.

L'Union Africaine vient d'être admise comme membre à part entière du G20, une organisation intergouvernementale qui, jusqu'à présent, représentait 19 pays de tailles économiques différentes, ainsi que l'Union Européenne. L'Union Africaine souhaitait ardemment cette adhésion, principalement pour avoir une place à la table des discussions sur les enjeux mondiaux. Moussa Faki Mahamat, le diplomate tchadien qui préside la commission en charge de gérer les affaires courantes de cette instance, a exprimé sa satisfaction. « Je me réjouis de l'entrée de l'UA au G20. Cette adhésion, pour laquelle nous nous sommes mobilisés, offrira un cadre propice pour amplifier le plaidoyer en faveur du continent et pour sa contribution efficace à relever les défis mondiaux », a-t-il fait savoir sur son compte Twitter. L'Inde, souhaitant être la voix du Grand Sud dans les débats mondiaux, a soutenu cette candidature ces derniers mois. Les pays européens ont également apporté

leur soutien récemment, dans un contexte de rivalité croissante avec des pays tels que la Chine et la Russie sur le continent africain. La présence de l'UA est donc significative. Le continent abrite 1,4 milliard d'habitants selon des statistiques récentes, tout comme l'Inde et la Chine. Cependant, contrairement notamment à la Chine où le nombre de nouveaux nés diminue, la population africaine devrait doubler d'ici 2050, faisant d'elle un acteur majeur des discussions globales à l'avenir. De plus, l'UA intègre le G20 avec un produit intérieur brut estimé à 3000 milliards de dollars, ce qui la place dans le top 10 des membres de cette organisation en se basant sur cet indicateur. Cependant, l'adhésion de l'Union Africaine au G20 ne signifie pas que tous les défis du continent seront résolus. De nombreux pays africains ont un PIB plus bas et des économies moins développées que les actuels membres du G20. Cette situation pourrait poser des difficultés à ces pays lorsqu'il s'agira de suivre les poli-

tiques économiques des nations plus développées, notamment en matière fiscale. Un autre défi concerne la représentativité. En effet, l'UA rejoint l'Afrique du Sud, l'un de ses membres les plus influents, qui est membre du G20 depuis de nombreuses années. Il reste à voir comment les positions seront harmonisées entre ces deux membres. De plus, l'Union Africaine compte des pays aux intérêts politiques et diplomatiques divergents qui entretiennent des relations bilatérales avec plusieurs membres du G20, comme la Russie et la Chine. Enfin, l'Afrique est confrontée à de nombreux défis, tels que la pauvreté, le sous-développement des infrastructures, les problèmes de santé, de statistiques publiques insuffisantes et un secteur éducatif nécessitant des améliorations. Il n'est pas certain que ces forums mondiaux l'aident beaucoup à résoudre tous ces problèmes quand on voit, par exemple, à quel point l'Afrique est peu soutenue dans son adaptation aux changement climatique par ceux qui en sont responsables.

PAIEMENTS

La licorne nigériane Flutterwave prend pied en Inde

La fintech valorisée à environ 3 milliards de dollars pourra désormais proposer ses produits de transferts de fonds dans la deuxième plus grande économie d'Asie, grâce à un accord de partenariat avec une institution financière locale. Le spécialiste nigérian des paiements Flutterwave a étendu son offre de services à l'Inde grâce à un accord de partenariat avec l'institution financière locale, IndusInd Bank, a rapporté Bloomberg, ce vendredi 8 septembre, citant un dirigeant de la

fintech. « L'accord de partenariat permettra à Flutterwave d'étendre ses produits de transferts de fonds transfrontaliers à la deuxième plus grande économie d'Asie », a déclaré Olugbenga Agboola (photo), cofondateur et PDG de la licorne, qui fait partie de la délégation de patrons d'entreprises accompagnant le président nigérian Bola Tinubu, lors de sa visite à New Delhi. « Flutterwave est la première entreprise africaine de paie-

ments à opérer une expansion à grande échelle en Inde. Cela permettra de rendre les transferts de fonds de l'Inde vers l'Afrique transparents et rapides », a-t-il ajouté. M. Agboola n'a pas par ailleurs exclu de nouveaux partenariats avec d'autres institutions financières indiennes. « Nous sommes une organisation axée sur le partenariat. Donc, si nous voyons plus de partenaires bancaires avec lesquels travailler en Inde, nous allons certainement y adhérer »,

a-t-il souligné. IndusInd Bank compte environ 35 millions de clients à travers le pays, y compris des particuliers, de grandes entreprises et des institutions gouvernementales, selon des données figurant sur son site Web. Fondée en 2016 par les Nigériens Olugbenga Agboola et Iyinoluwa Aboyeji, Flutterwave est désormais présente dans une trentaine de pays africains. La start-up basée à Lagos et à San Francisco est valorisée à environ 3 milliards de dollars.

A FIN DÉCEMBRE 2022

L'Afrique comptait 3 020 ultra-riches détenant un patrimoine cumulé de 360 milliards \$

Les Africains extrêmement fortunés ont vu leur patrimoine cumulé reculer en 2022 avec la hausse des coûts des importations, le resserrement des conditions de financement et la dépréciation des monnaies locales par rapport au dollar américain. En Afrique, les ultra-riches, ceux ayant un patrimoine minimum de 30 millions USD, sont devenues moins nombreuses et moins fortunées en 2022 selon un rapport publié le 6 septembre par le cabinet de recherche

singapourien Wealth-X. Intitulé « World Ultra Wealth Report 2023 », ce rapport révèle que le nombre de ces individus africains, que les gestionnaires de patrimoine appellent dans leur jargon les « Ultra high net worth individuals » (UHNWI), s'est limité à 3 020 personnes fin décembre 2022, enregistrant ainsi une baisse de 4,4% en glissement annuel. Ces Africains extrêmement fortunés ont également vu leur patrimoine cumulé baisser de 3,9% en 2022, à 360 milliards

USD, en raison notamment de la hausse des coûts des importations, du resserrement des conditions de financement et de la dépréciation des monnaies locales par rapport au dollar américain. Cette fortune cumulée ne représente que moins de 1% des avoirs détenus par l'ensemble des UHNWI à l'échelle mondiale. Le rapport ne prend pas cependant en compte les fortunés relevant de ce que les experts appellent l'économie cachée, non-officielle ou encore souter-

raïne, à l'instar des grands propriétaires terriens, des riches chefs religieux, des barons de la contrebande ou encore des pasteurs nomades possédant de gigantesques troupeaux de dromadaires. A l'échelle mondiale, la population des individus extrêmement fortunés a baissé de 5,4% en 2022 pour s'établir à 395 070 individus. Le patrimoine cumulé des ultra-riches dans le monde a de son côté chuté de 5,5%, à 45 400 milliards USD.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU CONTINENT Des ONG africaines appellent à un leadership politique et financier

L'Afrique, riche en énergie renouvelable, peine à opérer sa transition énergétique. Charity Migwi appelle à un leadership soutenu financièrement. Zaki Mamdoo évoque la marginalisation des ONG. Patricia Bekoe et Essoklnam Pedessi insistent sur la volonté politique et l'action. Alors que s'achève, ce vendredi 8 septembre, la semaine climatique pour l'Afrique à Nairobi (Kenya), des opinions mitigées ont été émises au sein de la société civile africaine. Certains n'ont pas manqué de critiquer un faible engagement des Etats-Unis d'Amérique, et des pays pollueurs en général, un agenda taillé sur mesure pour les intérêts des pays plus puissants et plus riches et surtout l'absence du groupe des négociateurs africains qui seront pourtant les porte-parole du continent en 2023. « L'Afrique est bénie d'un potentiel énorme en matière d'énergie renouvelable, notamment l'énergie éolienne et solaire. Cependant, malgré cette abondance, le continent peine à se détourner des combustibles fossiles. Nous avons besoin d'un leadership africain en matière d'énergies renouvelables, soutenu par un soutien financier urgent », a déclaré Charity Migwi de l'organisation 350Africa.org.

AFRIQUE 70% des investisseurs attendent des start-up un rapport mensuel concis, sincère et précis

Le rapport souligne que des mises à jour régulières sur les performances des start-up renforcent la confiance des investisseurs dans les start-up et leur permettent d'attirer davantage de capitaux. 71,4 % des investisseurs spécialisés dans la technologie opérant en Afrique n'accordent pas des financements complémentaires (follow-on) aux start-up dans lesquelles ils ont déjà injecté des fonds si elles ne leur fournissent pas des rapports réguliers sur leurs performances, selon un rapport publié le 6 septembre par Wimbart, une agence de relations publiques axées sur les start-up en Afrique et sur les marchés émergents. Intitulé « Startup performance reporting in Africa : What do investors Want to Know ? Storytelling through consolidated investor reporting », le rapport se base sur une enquête menée auprès de 24 investisseurs, dont des fonds de capital-investissement et des business angels, opérant sur le continent. 70,8% des investisseurs interrogés affirment qu'ils reçoivent des rapports périodiques et cohérents sur les divers indicateurs de performances des jeunes pousses figurant dans leur portefeuille. 29,2% assurent cependant que les start-up dans lesquelles ils ont injecté des fonds ne communiquent pas du tout avec eux ou leurs adressent des rapports irréguliers, peu lisibles, incomplets ou biaisés.

POINT-MARCHÉS

L'Europe termine en hausse avant une semaine décisive

Les Bourses européennes ont terminé sur une note hésitante vendredi, à l'issue d'une semaine riche en données et avant une décision de politique monétaire décisive de la Banque centrale européenne (BCE).

À Paris, le CAC 40 a gagné 0,62% à 7.240,77 points, tandis que le Dax allemand progressait de 0,14%. Le Footsie britannique s'est octroyé 0,49%. L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une progression de 0,38%, mettant fin à sept séances consécutives dans le rouge, contre un gain de 0,2% pour le FTSEurofirst 300 et 0,22% pour le Stoxx 600. Sur la semaine, le CAC 40 perd 0,72% et le Stoxx 600 0,76%. Les données américaines publiées cette semaine ont témoigné une nouvelle fois de la résistance de l'activité aux hausses de taux, alors que l'inflation ralentit et que les tensions sur les marchés du travail commencent à s'estomper. Le scénario idéal de l'atterrissage en douceur semble donc se confirmer, et les données d'inflation, attendues mercredi, pourraient venir encourager ces perspectives. Ces données seront d'autant plus importantes qu'il s'agira de la dernière publication de l'inflation avant la décision de la Réserve fédérale, le mercredi 20 septembre. En zone euro, à l'inverse, l'activité et le sentiment continuent de s'affaïsser, comme l'ont montré les indicateurs PMI définitifs pour le mois d'août, ce alors que l'inflation demeure supérieure à la cible de la BCE et que la remontée des prix du pétrole couplés à l'affai-

blissement de l'euro pourraient raviver les craintes inflationnistes. La BCE devra trancher jeudi alors que les dissensions entre les membres de son conseil des gouverneurs s'accroissent, et choisir de relever ses taux ou de mettre en pause son resserrement monétaire, les marchés monétaires favorisant la seconde option. "Deux facteurs favorisent une pause : plusieurs responsables habituellement restrictifs n'auront pas le droit de vote la semaine prochaine dans le cadre du système de vote rotatif de la Banque. Ensuite, le seul compromis possible semble être une pause associée à un message restrictif, qui permettrait d'éviter une hausse immédiate", estime Felix Feather, analyste économique européen chez abrdn.

Valeurs Computacenter a bondi de 15,31%, en tête du Stoxx 600, après que le fournisseur de services informatiques a déclaré que son bénéfice semestriel ajusté avant impôts avait augmenté de 8,8%. Barclays a initié la couverture du groupe d'ingénierie suédois Alfa Laval, recommandant "surpondérer", et du groupe finlandais Wartsila, recommandant "sous-pondérer", citant des facteurs de soutien cycliques et circulaires pour le premier, et des perceptions de marché erronées pour le second. Wartsila a perdu 5,09%, parmi les pires performances

du Stoxx 600, tandis qu'Alfa Laval a cédé 0,54%.

A Wall Street Wall Street avance à l'heure de la clôture en Europe, soutenu par les titres technologiques qui progressent alors que les investisseurs se positionnent avant la publication des données d'inflation mercredi. A l'heure de la clôture en Europe, les échanges à la Bourse de New York indiquaient une hausse de 0,28% pour le Dow Jones, contre 0,37% pour le Standard & Poor's 500 et 0,57% pour le Nasdaq Composite.

Taux L'aversion au risque profite aux rendements américains, qui déclinent. Le rendement du Treasury à dix ans décroît de 2,8 pb à 4,2344%, tandis que le taux à deux ans est stable à 4,9485%. Le rendement du dix ans allemand abandonne 2,1 pb à 2,597%, tandis que celui du taux à deux ans cède 2 pb à 3,067%.

Changes Les trajectoires économiques divergentes entre la zone euro et les États-Unis creusent l'écart entre l'euro et le dollar, la monnaie unique se dirigeant vers sa huitième baisse hebdomadaire consécutive face au billet vert. Le dollar recule de -0,1% face à un panier de devises de référence mais devrait néanmoins enregistrer sa huitième hausse hebdomadaire, la plus longue série depuis 2014. L'euro grimpe de 0,07% à 1,0706 dollar, et la livre sterling est stable à 1,2471 dollar.

Pétrole Le brut ne réagit pas à la dégradation des perspectives économiques en Europe et en Chine mais progresse, soutenu par la décision de l'Arabie Saoudite et de la Russie d'ajuster leur production en fonction des conditions de marché. Le Brent se hisse de 0,9% à 90,73 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) s'octroyant 0,87% à 87,63 dollars.

MARCHÉS MONDIAUX

Huitième semaine consécutive de hausse pour le dollar

L'indice du dollar américain a enregistré une huitième semaine consécutive de gains vendredi, tandis que les indices boursiers mondiaux ont terminé en légère hausse à l'approche des données clés sur l'inflation américaine la semaine prochaine. La série de gains hebdomadaires de l'indice du dollar (link) =USD est la plus longue depuis 2014, soutenue par des données récentes suggérant que l'économie américaine est toujours résiliente. Pour la journée, l'indice est resté pratiquement stable à 105,08. En revanche, le yuan onshore chinois CNY=CFXS a terminé sa session domestique à son niveau le plus faible depuis 2007 sur fond d'inquiétude concernant le ralentissement de l'économie chinoise (link). Les données économiques américaines solides de cette semaine ont fait craindre à certains investisseurs que, même si la Réserve fédérale laisse les taux inchangés ce mois-ci, ils pourraient rester élevés plus longtemps que prévu. Les investisseurs attendent l'indice des prix à la consommation pour le mois d'août, qui doit être publié mercredi, d'autant plus que les prix du pétrole sont en hausse. "Le dollar a progressé en raison de données américaines manifestement plus solides (...), suggérant que la Fed pourrait procéder à une nouvelle hausse des taux avant la fin de l'année", a déclaré Quincy Krosby, stratège mondial en chef chez LPL Financial à Charlotte, en Caroline du Nord. Les trois principaux indices boursiers de Wall Street ont terminé en légère hausse, les actions d'Apple n'ayant progressé que de 0,3 %. Apple avait chuté au cours des deux dernières séances à la suite d'informations selon lesquelles la Chine limiterait l'utilisation de l'iPhone (link) par les employés de

l'État. Le Dow Jones Industrial Average a gagné 75,86 points, soit 0,22%, à 34 576,59, le S&P 500 a gagné 6,35 points, soit 0,14%, à 4 457,49 et le Nasdaq Composite a ajouté 12,69 points, soit 0,09%, à 13 761,53. Les trois principaux indices boursiers américains sont en baisse pour la semaine. L'indice paneuropéen STOXX 600 a progressé de 0,2%, brisant une série de sept jours de pertes, tandis que la jauge MSCI des actions à travers le monde .MIWD00000PUS a gagné 0,01%. Les gains du dollar ont également incité les décideurs politiques japonais à intensifier leur rhétorique, de plus en plus gênés par la chute du yen. Masato Kanda (link) a déclaré cette semaine que les autorités n'excluraient aucune option pour lutter contre les mouvements "spéculatifs", tandis que le secrétaire général du cabinet Hirokazu Matsuno a déclaré que le gouvernement surveillait la situation avec "urgence". Le yen japonais JPY=EBS a été en dernier lieu à environ 147,82 pour un dollar et sur le côté plus faible du niveau clé de 145 qui a incité le Japon à intervenir l'année dernière. Les rendements des bons du Trésor américain à plus long terme ont baissé alors que les investisseurs digéraient les récents commentaires de plusieurs responsables de la Fed, y compris certains commentaires qui ont étayé l'idée que la banque centrale américaine pourrait être en mesure de faire une pause dans son cycle de hausse des taux. Le rendement du bon du Trésor américain de référence à 10 ans US10YR=RR a perdu 1 point de base à 4,256%. Le rendement à 10 ans est en hausse d'environ 9 points de base pour la semaine.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Septembre 2023
Valeur : 11 Septembre 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.0466	137.0616
1	EUR	EURO		146.9825	147.0123
1	GBP	POUND STERLING		170.9237	171.0064
100	JPY	JAPANESE YEN		92.9192	92.9357
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7064	18.7092
1	CHF	SWISS FRANC		153.6397	153.6737
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.4299	100.4703
1	DKK	DANISH KRONE		19.6864	19.6902
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3260	12.3302
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7678	12.7732
1	AED	UAE DIRHAM		37.3099	37.3170
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5350	36.5449
1	KWD	KUWAITI DINAR		444.0914	444.2840
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3992	43.8353
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4633	13.4647
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1890	28.3331
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6151	3.6154
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.2919	181.2919

Wall Street finit en petite hausse, soutenue par la "tech"

Wall Street a clôturé en petite hausse vendredi, soutenue par les titres technologiques qui ont permis au Nasdaq de mettre fin à quatre séances consécutives de baisse. Les gains ont été limités par la prudence des investisseurs avant la publication des données d'inflation mercredi. L'indice Dow Jones a gagné 0,22%, ou 75,86 points, à 34 576,59 points. Le S&P-500, plus large, a pris 6,35 points, ou 0,14%, à 4.457,49. Le Nasdaq Composite a progressé de 12,69 points (0,09%) à 13 761,53 points. Sur la semaine écoulée, le S&P affiche une baisse de 1,29%, le Dow Jones de 0,75% et le Nasdaq de 1,93%. La hausse des valeurs technologiques a été favorisée par la baisse des rendements des bons du Trésor. "Ce n'est qu'une petite reprise de courte durée", a estimé Kenny Polcari, stratège

chez Slatestone Wealth en Floride, "après trois ou quatre jours de vraie pression sur le marché à cause de l'information de la Chine sur Apple et de la hausse des cours du pétrole". L'action Apple a nettement baissé cette semaine à la suite d'informations selon lesquelles la Chine, l'un de ses plus grands marchés, a élargi les restrictions sur l'utilisation de l'iPhone par le personnel gouvernemental. Les prix du pétrole ont augmenté avec la décision de l'Arabie saoudite et de la Russie de réduire plus longtemps leur production. Aux valeurs particulières, le distributeur Kroger a pris 3,09% après avoir annoncé un bénéfice trimestriel au-dessus des attentes. Gamestop a chuté de 6,2% après un article du Wall Street Journal selon lequel la SEC, le gendarme boursier américain, enquête sur son président, le milliardaire Royan Cohen.

G20

Inde et Etats-Unis enterrent leurs différends commerciaux

A New Delhi, Joe Biden et Narendra Modi mettent en scène leur alliance face au rival commun qu'est la Chine.

C'est un accord commercial symbolique en plein G20, dans une période de tensions sino-américaines. Juste après une rencontre entre Joe Biden et Narendra Modi, Washington a annoncé que l'Inde et les Etats-Unis avaient trouvé un accord pour résoudre leur dernier différend en suspens à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) autour de l'importation en Inde de produits agricoles des Etats-Unis. Les droits de douane vont ainsi réduits pour les dindes et canards congelés américains, tout comme pour les myrtilles et canneberges. Cet accord « représente une étape importante dans les relations commerciales entre les États-Unis et l'Inde », a déclaré la représentante de la Maison blanche en charge du commerce (USTR) dans le communiqué. Katherine Tai avait déjà rencontré en août à ce sujet le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal. Les deux pays ont vanté à travers ces annonces « la force de notre partenariat bilatéral ».

Trois rencontres en un an
Narendra Modi et Joe Biden se sont rencontrés vendredi et ont salué le « partenariat solide et durable » entre leurs deux pays. En effet, les deux dirigeants n'ont de cesse de mettre en scène leur entente. Leur rencontre bilatérale, à la veille du sommet du G20 à New Delhi, fait suite à une fastueuse visite d'Etat de Narendra Modi à la Maison Blanche en juin. A cette occasion, Washington et New Delhi avaient déjà mis fin à plusieurs litiges commerciaux en juin. Le Premier ministre indien s'est dit vendredi, dans le communiqué com-



mun, « impatient » de recevoir à nouveau le président américain l'an prochain dans le format diplomatique « QUAD » cher à la Maison Blanche, qui y rassemble l'Inde, l'Australie et le Japon autour de questions de sécurité. Les deux leaders ont promis des avancées au cours du G20 de New Delhi sur le plan économique, notamment en « réformant profondément et en musclant les banques de développement multilatérales », grand objectif de Joe Biden à New Delhi.

Contre l'influence chinoise
Indiens et Américains affichent leur alliance comme un rempart à la puissance en expansion de la Chine en Extrême-Orient et dans l'Indo-Pacifique, où Washington conserve une présence militaire significative depuis la

fin de la Seconde guerre mondiale. Joe Biden et Narendra Modi disent promouvoir une région indo-pacifique « libre » et « ouverte ».

La formule prudente est régulièrement employée par l'administration Biden pour dénoncer les ambitions chinoises dans la région. Comme la Chine, Joe Biden a par ailleurs répété qu'il soutenait l'attribution à l'Inde un statut de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

« L'Inde reste un pays en chantier » en matière de démocratie et droits humains, a néanmoins tempéré un conseiller de la Maison Blanche, Kurt Campbell, lors d'un point presse suite à la rencontre. « La clé ici est de maintenir un dialogue respectueux et de confronter certains défis avec une certaine humilité ».

FRANCE/INFLATION

Le gouvernement prévoit d'indexer le barème de l'impôt sur le revenu

Le gouvernement prévoit d'indexer sur l'inflation le barème de l'impôt sur le revenu dans son budget pour 2024, une mesure permettant de ne pas alourdir les impôts malgré les revalorisations salariales liées à la hausse des prix, selon le journal Les Echos samedi. Interrogé par l'AFP, le ministère de l'Economie et des Finances n'a pas souhaité faire de commentaire sur cette mesure qui devrait être inscrite dans le prochain projet de loi de finances pour 2024. Celui-ci sera présenté le 27 septembre en Conseil des ministres. Selon Les Echos, le niveau de l'inflation reste encore à fixer mais "devrait tourner autour de 4,9%", alors que l'Institut national de la statistique (Insee) prévoit une inflation à 5% en moyenne annuelle sur l'année 2023. Le journal chiffre cette mesure à entre 5 et 6 milliards d'euros de rentrées fiscales supplémentaires qui ne seront pas perçues, en raison de la réévaluation des seuils des tranches d'impôt.

Le gouvernement avait déjà relevé le barème de 5,4% en 2023, évitant que les Français les plus modestes entrent dans le champ de l'impôt sur le revenu du fait de hausses de salaires liées à l'inflation.

G20

Le chef de l'ONU déplore une famille mondiale « dysfonctionnelle »

A la veille du sommet du G20, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, tire la sonnette d'alarme, estimant que le monde court le risque de conflits, alors que les divisions entre Etats se multiplient. Les discussions au sommet du G20 seront-elles vaines ? Les dirigeants du groupe - qui rassemble 19 pays, ainsi que l'Union européenne, représentant 85% de l'économie et les deux tiers de la population mondiale - sont plus déchirés que jamais, au point que les présidents chinois et russe ont décidé de snover la réunion. La famille mondiale est « dysfonctionnelle », a affirmé sans détour le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ce vendredi 8 septembre, à la veille du sommet du G20.

Lire aussiClimat : les propositions des pays du G20 sont « tristement inadaptées » (ONU)
« Si nous sommes effectivement une famille mondiale, nous ressemblons aujourd'hui à (une famille) plutôt dysfonctionnelle, a déclaré Antonio Guterres à des journalistes à New Delhi. Les divisions s'accroissent, les tensions explosent et la confiance s'érode - ce qui, (mis) ensemble, fait planer le spectre de la fragmentation et, à terme, de la confrontation. »

De profonds désaccords sur la guerre menée par la Russie en Ukraine, l'abandon progressif des combustibles fossiles et la restructuration de la dette, au menu de ce sommet de deux jours, rendront de facto difficile une déclaration finale dimanche.

« Cette fracturation serait profondément inquiétante dans la meilleure des époques. Mais à notre époque, c'est une catastrophe, a ajouté le chef de l'ONU. Notre monde se trouve dans un moment difficile de transition. L'avenir est multipolaire, mais nos institutions multilatérales reflètent une époque révolue. » Le G20 apparaît divisé sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreux pays en développement étant plus préoccupés par les prix des céréales que par les condamnations diplomatiques de l'attitude de Moscou. A cet égard, Charles Michel, président du Conseil européen, a déclaré à la presse vendredi à New Delhi, qu'il était « franchement scandaleux que la Russie, après avoir mis fin à l'initiative céréalière de la mer Noire, bloque et attaque les ports maritimes ukrainiens ».

APRÈS UN REBOND DES PRIX

La Chine est sortie de déflation en août

L'indice des prix à la consommation En Chine a rebondi en août, permettant à la deuxième économie mondiale de sortir de déflation, en dépit d'une consommation intérieure atone qui complique la reprise économique. Cet indice, principale jauge de l'inflation, s'est inscrit en août en hausse de 0,1% sur un an, a rapporté samedi le Bureau national des statistiques (BNS). En juillet, la Chine avait basculé en déflation pour la première fois depuis 2021, avec un recul des prix de 0,3% sur un an. Des analystes sondés par l'agence Bloomberg anticipaient pour août un rebond

des prix plus prononcé (+0,2%). La déflation est l'opposé de l'inflation, c'est-à-dire la baisse des prix des biens et services, synonyme d'économie qui tourne au ralenti. La Chine a connu fin 2020-début 2021 une courte période de déflation, en raison alors de l'effondrement des prix du porc, la viande la plus consommée dans le pays. La précédente remonte à 2009. Malgré un rebond des prix en août, nombre d'analystes n'écartent pas une rechute ces prochains mois, au moment où les principaux moteurs de croissance de la Chine sont grippés et le chômage des jeunes a atteint un niveau re-

cord à plus de 20% en juin. La Chine a cessé depuis la publication de chiffres mensuels.

Crise de l'immobilier

La crise de l'immobilier, un secteur qui a longtemps représenté le quart du PIB du pays, et son lot de promoteurs à la situation financière précaire est un important frein à la reprise, tandis que les exportations, traditionnellement un levier de croissance pour la Chine, sont également à la peine. Elles se sont contractées en août pour le quatrième mois consécutif (-8,8% sur un an), pénalisées par une faible demande à l'étranger, selon les chiffres officiels.

Cette situation a un impact direct sur l'emploi de dizaines de milliers d'entreprises de l'export qui fonctionnent désormais au ralenti. Logiquement, l'indice des prix à la production s'est de nouveau contracté en août (-3%) pour le onzième mois consécutif, a indiqué samedi le BNS. Cet indice qui mesure le coût des marchandises sorties d'usines donne un aperçu de la santé de l'économie. Des prix à la production dans le rouge sont synonymes de marges réduites pour les entreprises. Les analystes sondés par Bloomberg avaient anticipé ce repli, après un recul de 4,4% de l'indice en juillet.

TESLA MODEL 3 RESTYLÉE

La star discrète

Le stand de Tesla est l'un des plus petits du salon de Munich 2023 mais il attire tous les visiteurs. Et pour cause : on y trouve la version restylée de la Model 3...

L'espace de Tesla dans la « Messe » de Munich est assez petit et discret. Mais à côté du Model Y exposé se cache pourtant l'une des nouveautés les plus attendues de ce salon allemand : la fameuse Model 3 restylée, celle qu'on espérait voir depuis le début de l'année 2023.

Les améliorations sont moins importantes que prévu puisqu'il s'agit d'un restylage assez classique dans l'industrie automobile, avec une face avant redessinée et épurée qui contribue à abaisser le Cx à 0,219 soit une excellente valeur aérodynamique. Malgré la présence de feux redessinés à l'arrière et de boucliers différents (qui font augmenter la longueur totale de 3 centimètres à 4,72 mètres), l'allure de cette Model 3 restylée névo-lue cependant pas beaucoup et reste très classique voire franchement banale chez les berlines à côté d'une Hyundai Ioniq6 par exemple.

Tesla annonce en revanche des grosses améliorations de finition à l'intérieur, qui sont ef-



fectivement perceptibles sur le modèle exposé à Munich (et pris d'assaut par de nombreux visiteurs qui rendent difficiles la prise d'images et de vidéo sur place). Outre un écran tactile de 15,4 pouces amélioré, l'auto gagne aussi un autre écran tactile à l'arrière pour les passagers et modifie l'ergonomie de ses commandes : comme dans les récentes Model S et X restylées, il faut désormais passer par les boutons du volant pour activer les clignotants ou les essuie-glaces. Pas très pratique dans certaines situations de la vie de

tous les jours...

Chaussée de gomme optimisées au maximum pour l'efficacité plutôt que les performances dynamiques, cette Tesla Model 3 restylée progresserait aussi au registre du confort et notamment des bruits de roulement. Elle démarre à 42 990€ dans sa version de base « Propulsion », dont les performances et l'équipement de série sont déjà supérieurs à ceux des modèles familiaux au prix plus élevé. Avec 554 kilomètres d'autonomie annoncée en WLTP chaussée des jantes de série de 18 pouces, elle en offre beaucoup à ce prix. La variante Grande Autonomie à 50 990€ fait elle grimper l'autonomie maximale à 678 kilomètres avec ses deux moteurs et surtout ses batteries plus grosses (dont Tesla refuse toujours de donner la capacité exacte). Quant à la variante Performance, elle disparaît provisoirement du catalogue et les communicants de Tesla n'ont rien voulu nous dire au sujet de son éventuel retour.

BMW M2

La dernière thermique

Comme tous les constructeurs, BMW investit massivement dans l'électrification de ses modèles. Le constructeur allemand continue aussi de produire des modèles sportifs 100% thermique, mais les choses vont bientôt changer, même pour la M2.

BMW est l'une des marques dont l'expérience en matière de conception de modèles sportifs est indéniable. Depuis toujours, les créations bavaroises ont fait vibrer de très nombreux fans et cette passion perdure aujourd'hui. Il suffit d'évoquer le nom de Motorsport et ses créations comme les M3, M5 ou M1 pour que les yeux commencent à briller. La M2 est

moins connue, mais elle représente aujourd'hui peut-être l'une des BMW les plus efficaces sur piste. Soheil Ayari se souvient d'ailleurs très bien de son essai de la M2 CS réalisé il y a maintenant deux ans. L'arrivée de cette nouvelle M2 était attendue avec impatience, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, car elle ne reprend plus le châssis de la Série 1, mais celui de la Série 4, ce qui signifie des dimensions en augmentation, un enrichissement de l'équipement, mais aussi malheureusement un supplément de poids (env 150 kg). Son style est aussi radicalement différent, beaucoup plus géométrique, que ce soit au niveau de la calandre,

des prises d'air avant, mais également de l'arrière. À noter que

cette M2 peut être ornée du nouveau logo de BMW Motorsport.



Les propriétaires de BMW n'auront plus besoin de s'abonner pour profiter des sièges chauffants de leur véhicule ! Le constructeur automobile avait fait sensation, et quelque peu scandale, en annonçant cet abonnement en 2020.

Comme tous les constructeurs, BMW cherche à rentabiliser au maximum les conducteurs de ses véhicules. Mais l'entreprise était allée très loin il y a trois ans, en imposant la souscription d'un abonnement pour activer les sièges chauffants de certains de ses modèles ! Cela coûtait une vingtaine d'euros par mois (!), ou 400 euros pour une activation à vie.

Changement de pied chez le géant allemand. Le groupe a en effet décidé de se concentrer sur la vente à la demande de fonctions logicielles et de services. « Ce que nous ne faisons plus », explique Pieter Nota, membre du conseil d'administration en charge du marketing, « c'est de proposer le chauffage [des sièges] de cette manière [sur abonnement]. Nous proposons cette option lors de la commande, et vous pouvez décider de l'avoir ou pas ».

BMW va maintenant proposer l'assistance à la conduite ou au parking sur abonnement, « ou certaines fonctions qui nécessitent une transmission de données pour laquelle les clients sont habitués à payer ». Bref, l'idée est désormais de vendre « tout ce que vous pouvez ajouter après avoir acheté la voiture ».

Exit donc l'abonnement pour chauffer les sièges. « Ce que nous constatons, c'est que les services basés sur des logiciels, comme le téléchargement d'une aide au stationnement, sont bien acceptés.

CUPRA FORMENTOR VZ5 BAT (2023)

Vous reprendrez bien un peu du 5 cylindres Audi ?

Disparu du catalogue Cupra, le Formentor VZ5 revient dans une série spéciale limitée à 500 exemplaires. Une toute dernière occasion de profiter du très beau cinq cylindres turbo d'Audi dans un modèle de la marque espagnole. Le Cupra Formentor offre une gamme de motorisations particulièrement vaste. Ce SUV compact à la vocation sportive est désormais disponible avec un petit quatre cylindres turbo essence de 1,5 litre de 150 chevaux en entrée de gamme. Outre une incongrue variante diesel de 150 chevaux et une déclinaison hybride rechargeable de 204 chevaux (ou 245 chevaux), il existe aussi avec le 2,0 litres essence turbo de 245 chevaux en traction ou de 310 chevaux en transmission intégrale. Récemment, il a même gagné le très beau cinq cylindres turbo de 2,5 litres d'Audi que l'on trouvait habituellement sous le

capot des RS 3, RS Q3 et autres TT-RS.

Disparu de la gamme régulière il y a quelques semaines, ce Formentor



VZ5 revient dans une nouvelle série spéciale limitée à 500 exemplaires dans le monde. Il reprend la définition technique du VZ5 normal (avec 390 chevaux contre 400 chevaux dans la gamme Audi et 480 Nm de couple) mais dans une configuration noire de la carrosserie jusqu'à l'intérieur.

Reste à connaître le prix français de la bête qui n'est pas encore connu. Le Formentor VZ5 « normal » était affiché à 59 990€, c'est-à-dire beaucoup moins cher que l'Audi RS 3 qui vient elle aussi de quitter le catalogue. Hélas, il avait droit au malus écologique maximal à cause de ses 230 g/km de CO₂, réduit à 30 000€ sans option (car ce malus ne peut pour l'instant pas dépasser la moitié de la valeur neuve de la voiture ce qui pourrait changer en 2024). Le VZ5 Bat risque donc de coûter au moins 60 000€.

Des scientifiques ont transformé le plasma en rayon glaçant !

Des chercheurs ont découvert une propriété curieuse du plasma, constitué de particules ionisées surchauffées, qui permet de refroidir une surface. Ils espèrent créer un « rayon glaçant » capable de refroidir les composants électroniques dans l'espace et en haute altitude.

Les rayons glaçants sont jusqu'à présent restés de l'ordre de la science-fiction, et principalement réservés aux armes des méchants, comme Mr. Freeze dans Batman, ou Captain Cold dans The Flash. Pourtant, un groupe de scientifiques, mené par le professeur Patrick Hopkins de l'université de Virginie aux États-Unis, travaille actuellement sur une version bien réelle. Dans deux articles publiés dans les revues Nature Communications et ACS Nano, les chercheurs détaillent comment ils sont parvenus à utiliser du plasma pour créer du froid. L'idée

est particulièrement contre-intuitive puisque le plasma, qui correspond au quatrième état de la matière, est constitué de particules ionisées à des températures extrêmement élevées.

Refroidir avec un plasma chaud

Les chercheurs sont parvenus à mesurer la température de manière extrêmement précise lorsqu'un jet de plasma d'hélium frappe une surface plaquée or. Ils ont découvert qu'avant de chauffer, la surface est brièvement refroidie. Ils ont déterminé que cet effet est produit par l'évaporation d'une couche ultrafine de molécules de carbone et d'eau.

Pour l'instant, ils ont réussi à réduire la température de la surface de plusieurs degrés pendant quelques microsecondes, mais ce n'est que le début. Les chercheurs ont reçu un financement de l'US Air Force à hauteur de 750 000 dollars sur trois ans afin de créer un prototype. Cette technologie pourrait notamment être utilisée dans les engins spatiaux et les avions volant à haute altitude pour refroidir les composants électroniques, lorsque la densité de l'air est trop faible pour évacuer la chaleur. Les chercheurs ont prévu de tester d'autres gaz que l'hélium, ainsi que l'interaction du plasma avec d'autres matériaux.

Le trisofuel, le nouveau combustible nucléaire pour la Lune et au-delà !

Des chercheurs du Royaume-Uni ont mis au point un combustible nucléaire minuscule qui pourrait servir à alimenter en énergie la future base lunaire prévue pour 2030. Pour alimenter en énergie sa future base lunaire Artemis, la Nasa mise sur une alimentation en énergie d'origine nucléaire. Il se pourrait bien que le combustible soit pratiquement prêt. Des chercheurs du Nuclear Futures Institute de l'université de Bangor, au Royaume-Uni, ont mis au point ce qu'ils appellent du « Trisofuel ». Ce combustible à particules isotopes tri-structural, c'est-à-dire « triso ». Le noyau constitué d'uranium, de carbone et d'oxygène est entouré de trois couches isolantes. Elles lui permettent de résister à des pressions énormes et à des températures pouvant aller jusqu'à 1 600 °C. La structure permet d'empêcher la libération de produits de fission radioactifs. De la taille d'une graine de pavot, ce combustible pourrait faire fonctionner un microgénérateur nucléaire aussi grand qu'une petite voiture.



Petit, puissant, fiable et robuste

Le « Trisofuel » devrait être testé d'ici quelques mois. Mais en attendant la Lune, cette nouvelle pile à combustible nucléaire pourrait bien être utilisée sur Terre bien avant la colonisation de la Lune. En raison de sa résistance et de sa

fiabilité, le Trisofuel pourrait, par exemple, servir à propulser les fusées pour se rendre sur Mars, selon l'équipe de chercheurs. Ils considèrent que le combustible serait capable de réduire la durée du voyage pour arriver sur Mars en seulement quatre à six mois. Mais

avant de produire de l'énergie sur la Lune, de nombreux chercheurs planchent sur la construction des structures de la base lunaire. Les matériaux pourraient être issus du régolithe en surface de l'astre, combinés à des briques imprimées en 3D sur place.

AVEC CETTE INVENTION INSPIRÉE DES VOITURES HYBRIDES

Ils veulent révolutionner le vélo électrique

Driven tente de révolutionner le marché des vélos électriques grâce à un système d'engrenages adapté des voitures hybrides. Avec son Orbit Drive sans plateaux de vitesses ni de chaîne, le constructeur promet une meilleure autonomie et quasiment aucun entretien. La très grande majorité des vélos à assistance électrique (VAE) sont exactement ce que le nom suggère : de simples vélos auxquels les constructeurs ont ajouté un moteur électrique, sans toucher à la conception de base. On retrouve le même système de vitesses qui utilise des plateaux et un dérailleur, avec un capteur de couple pour déterminer l'assistance nécessaire. Driven fait partie d'un petit nombre d'en-

treprises qui veulent révolutionner les vélos électriques. Son Orbit Drive intègre une transmission à variation continue (CTV), inspirée des voitures hybrides qui doivent combiner la puissance des moteurs électrique et à combustion. Elle permet de combiner la force exercée par le cycliste et par le moteur grâce à un ingénieux système d'engrenages planétaires adapté de manière à être intégré sur un vélo. Un fonctionnement sans chaîne Le système est doté de deux moteurs. Le moteur principal fournit le couple, jusqu'à 90 Nm, et un moteur secondaire ajuste la vitesse. Le changement de vitesse se fait automatiquement, mais peut également être réglé manuellement. Selon Driven, l'absence de dérailleur et de plateaux com-

biné au fait que le système est couvert, au lieu d'être exposé comme sur un vélo classique, rend l'Orbit Drive beaucoup plus durable. Il n'aurait quasiment pas besoin de maintenance pendant plus de 16 000 kilomètres et serait plus léger que les systèmes actuels. Le constructeur estime qu'il augmenterait l'autonomie de 20 % par rapport à un VAE standard. Le vélo peut fonctionner avec un arbre de transmission, ou de manière plus classique, avec une chaîne ou une courroie, le rendant plus facile à intégrer pour les constructeurs de vélos. Pour l'instant, Driven n'a construit que quelques prototypes de VAE fonctionnels, et a lancé une campagne de financement à hauteur de 618 000 dollars via le site Wefunder.

Voici le moteur de voiture électrique le plus compact

La motorisation des véhicules électriques connaît également des innovations. Pour se débarrasser des aimants, une entreprise allemande a créé un moteur à induction. En bonus, les dimensions de ce moteur sont réduites.

En matière de véhicules électriques, il n'y a pas que sur les batteries et leur autonomie que les industriels planchent. La partie moteur évolue progressivement avec l'intégration de technologies permettant de réduire la consommation électrique. Il y a aussi l'aspect économique mais également la dépendance à certains matériaux, et notamment les aimants, qui restent problématiques. Pour se débarrasser de ces aimants, plusieurs solutions existent. Celle mise au point par la société allemande ZF est originale. L'entreprise a imaginé un moteur dénué d'aimant et fonctionnant par induction. Ce n'est pas une nouveauté, car sa compatriote Mahle propose le même procédé. En revanche, la solution de la société intègre le système à induction à l'intérieur du rotor avec un gain de place considérable. Sans aimants, sans résistance, le rendement est optimisé.

In fine, le moteur fonctionnerait de façon identique à ses équivalents à aimants, mais avec beaucoup plus de compacité. À la place des aimants, on trouve des bobines d'induction sans contact, ce qui permet d'éviter d'employer des balais, permettant de faire passer le courant électrique et d'alléger le véhicule, tout en augmentant la résistance. L'arbre du rotor qui abrite l'émetteur à induction permet de réduire de 9 centimètres le volume contrairement aux systèmes à balais. ZF appelle sa création, le moteur synchrone à excitation inductive In-Rotor (I²SM). Il s'agit pour le moment d'un prototype et ses caractéristiques ne sont pas pour le moment définitives. Le projet doit mûrir suffisamment pour s'intégrer dans des plateformes électriques développant entre 400 et 800 V.

Mots fléchés

	TRABAJADORES DEL CAFE	GOLPE CON ABANICO	UNIDAD DE MASA ATOMICA	SUFIJO DE CONJUNTO	CERTEZA, SINCERIDAD	PLANTAS COMPUESTAS	GASTAR CON LOS DIENTES
OCCISO							
SUPERIORA							
4ª NOTA MUSICAL			ÁRBOL SAPINDACEO				
			HIJO DE SET				
RÍO DE PERU				REGALAR			
TEÑIR							PREFIJO "MEDIO"
REFLEJO ACUSTICO				TÍTULO BENEDICTINO			
				SÍMBOLO DEL ORO			
PLANA					PRONOM. PERSONAL		
					NACIONES UNIDAS		
(MÄGO DE...) BANDA DE METAL ESPAÑOLA			CANTIDAD INDETERMINADA				
ESTOY				HÁBITO, COSTUMBRE			

Grèce : Progression de la note d'investissement par l'agence DBRS

L'agence de notation DBRS a relevé la note de la Grèce en catégorie "investissement", une première depuis 2010 et une "avancée très importante" pour la Grèce, a annoncé samedi le ministère grec de l'Economie. "A un moment très difficile pour notre pays, où toutes nos pensées vont aux victimes des catastrophes naturelles et à leurs familles, le rétablissement de la note d'investissement pour la Grèce après de nombreuses années est une avancée très importante pour notre pays", a déclaré le ministre de l'Economie Kostis Hatzidakis. DBRS a relevé la note de la Grèce de BBB- à BB+ vendredi soir.



FRANCE

Le déficit commercial a atteint 7,8 milliards d'euros en juillet

Le déficit commercial de la France sur les échanges de biens s'est stabilisé à 7,8 milliards d'euros en juillet, après avoir atteint 7,7 milliards en juin, ont indiqué les douanes françaises jeudi. "Les exportations diminuent très légèrement (-0,1 milliard d'euros) pour s'établir à 52,4 milliards d'euros alors que les importations se maintiennent à 60,2 milliards d'euros", ont détaillé les douanes françaises dans un communiqué de presse. Malgré la très légère dégradation du solde commercial en juillet, le déficit poursuit sa baisse tendancielle entamée depuis plusieurs mois. Sur douze mois cumulés, le déficit commercial de la France sur les échanges de biens s'établit à 136,4 milliards d'euros en juillet. Sur l'année 2022, il avait culminé à un montant record de 164 milliards d'euros, plombé par le coût de l'énergie importée de l'étranger par la France. Le creusement de 100 millions d'euros du déficit commercial en juillet s'explique principalement par la dégradation du solde des échanges de produits énergétiques (-6,5 milliards en juillet contre -5,9 milliards d'euros en juin). Hors énergie, le déficit sur les échanges de biens s'est en revanche réduit, passant de 3,9 milliards en juin à 3,4 milliards un mois plus tard. Du côté des échanges de services, la France a enregistré en juillet un excédent de 2,1 milliards d'euros, un résultat moins flatteur qu'en juin (3,4 milliards), a indiqué la Banque de France dans un communiqué de presse également publié jeudi matin.

ROYAUME-UNI

Chute des prix de l'immobilier en août

Les prix de l'immobilier au Royaume-Uni ont reculé en août au rythme le plus rapide depuis près de 15 ans, pénalisés par l'envolée des taux d'emprunt face à une inflation qui reste élevée, d'après une étude de la banque Halifax publiée jeudi. Le prix moyen d'une maison était de 279.569 livres (environ 325.000 euros) outre-Manche ce qui représente "une chute de 4,6% sur un an, la plus forte depuis 2009 - même s'il cela se compare aux prix record de l'immobilier observés l'été dernier", indique Halifax dans un rapport. La semaine dernière Nationwide, concurrente d'Halifax, avait estimé dans sa propre étude que les prix avaient reculé de 5,3% sur un an en août, là aussi le plus fort recul depuis 2009. Les taux des emprunts immobiliers se sont envolés au Royaume-Uni dans la foulée des tours de vis de la Banque d'Angleterre face à l'inflation, compliquant l'obtention d'un prêt pour de nombreux ménages, ce qui se répercute sur les prix des biens. Si l'inflation a nettement marqué le pas en juillet au Royaume-Uni, à 6,8% sur un an contre 7,9% en juin, elle reste cependant la plus élevée des pays du G7, alimentant les attentes que la Banque d'Angleterre poursuive ses tours de vis monétaires.

SÉISME AU MAROC

L'Algérie pleinement disposée à fournir des aides humanitaires

L'Algérie s'est dite, samedi, pleinement disposée à fournir des aides humanitaires au Maroc et à mobiliser tous les moyens matériels et humains suite au violent séisme qui a frappé ce pays, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Suite au violent séisme qui a frappé des régions du Royaume du Maroc, les hautes autorités algériennes se sont dites pleinement disposées à fournir des aides humanitaires et à mobiliser tous les moyens matériels et humains en solidarité avec le peuple marocain frère, en cas de demande du Royaume

du Maroc. Les hautes autorités algériennes ont également décidé d'ouvrir l'espace aérien aux vols pour le transport des aides humanitaires et des blessés", lit-on dans le communiqué. Le bilan provisoire du violent séisme qui a frappé le Maroc dans la nuit de vendredi à samedi est monté à 1.037 morts, ont rapporté des médias citant les autorités locales. La secousse tellurique de magnitude 6,8 a été enregistrée à 23H11 heure locale (22H11 GMT), selon l'Institut de géophysique américain (USGS). Le séisme a fait 1.037 morts et 1.204 bles-

sés "dont 721 sont dans un état critique, ont indiqué les autorités. Plus de la moitié des morts (542) ont été recensés à Al-Haouz, épice centre du séisme et à Taroudant (321) plus au sud, deux zones rurales montagneuses au cœur du Haut Atlas, a précisé la même source. Il s'agit du plus puissant séisme à frapper le royaume à ce jour. Il a causé l'effondrement de plusieurs bâtiments notamment dans les provinces et communes d'Al-Haouz, Taroudant, Chichaoua, Ouarzazate et Marrakech.

FMI

Washington veut une hausse des quotes-parts des pays en développement

Washington soutient une hausse des quotes-parts du FMI, participations des pays membres à la structure financière et politique du Fonds, a indiqué jeudi un responsable du gouvernement. L'administration américaine s'est dite favorable également à un renforcement de la représentation des pays émergents et en développement à la tête de l'institution. «Nous nous engageons à réinvestir dans le FMI. Cette année, nous soutiendrons une augmentation des quotes-parts à travers une augmentation généralisée de tous les membres», a déclaré Jay Shambaugh, sous-secrétaire du département américain au Trésor, chargé des affaires internationales. Une grande partie des ressources du FMI pour ses opérations de prêts est fournie par les Etats membres par le biais de leur quotes-parts, qui correspondent à la position de chaque pays membre dans l'économie mondiale. Les Etats-Unis sont le premier actionnaire du FMI. Jay Shambaugh, lors d'un discours au Center for Global Development, à Washington, a par ailleurs suggéré «d'ajouter un cinquième poste de directeur général adjoint" de l'institution, estimant "les hauts dirigeants du FMI devraient être plus représentatifs des membres qu'ils servent». Le FMI, traditionnellement dirigé par un Européen ou une Européenne, compte actuellement quatre postes d'adjoints, traditionnellement occupés par les Etats-Unis, le Japon, la Chine et un représentant des marchés émer-

gents et pays en développement, a-t-il souligné. Si ce nouveau poste «est bien conçu, cela pourrait signifier qu'à tout moment, les marchés émergents et les pays à faible revenu auraient une voix au plus haut niveau», a plaidé Jay Shambaugh. «Une représentation plus forte pourrait également renforcer la voix des marchés émergents et des pays en développement au Conseil d'administration du FMI», a-t-il encore indiqué. Il a également invité à une discussion «avec les membres d'Afrique subsaharienne pour savoir

s'ils trouveraient utile la création d'un 25e administrateur au Conseil d'administration afin d'(en) fournir un troisième pour la région». «Nous devons travailler ensemble pour garantir que le FMI représente la diversité de ses membres. Alors que les marchés émergents et les pays en développement jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale, ceux-ci demandent à accroître leur représentation au FMI», a ajouté le sous-secrétaire au Trésor.

R I

TUNISIE

La dette publique dépasse 38 milliard de dollars

L'encours de la dette publique tunisienne a atteint 119,8 milliards de dinars (38,2 milliard de dollars), à fin juin 2023, selon un bilan du ministère tunisien des Finances. Les dettes extérieures représentent 57,1% (21,8 Mds USD), alors que les dettes intérieures représentent 42,9% (16,4 Mds USD). En ce qui concerne le service de la dette publique, il a régressé de 6%, passant de 2,5 à Mds USD fin juin 2022, à 2,4 à Mds USD, en juin 2023. Cette baisse est expliquée par la diminution à la fois des dettes extérieures et des dettes intérieures, respectivement de - 7,1%, et de - 5,4%. Le budget alloué au remboursement du principal de la dette a baissé de

12,2%, par rapport à la même période de l'année dernière, pour se situer au niveau de 5,1 milliards de dinars (1,6 Mds USD), à fin juin 2023. En revanche, l'enveloppe réservée au remboursement des intérêts de la dette a augmenté de 10,5%, dépassant les 2,4 milliards de dinars (765 million de dollars). Par ailleurs, la balance budgétaire tunisienne a enregistré, un excédent de 58,8 millions de dinars tunisiens (DT), durant le premier semestre 2023, contre un déficit de 687 millions DT, au cours de la même période de l'année dernière, d'après le document de " Résultats provisoires de l'exécution du budget ", publié par le ministère de Finances.